



UNE ÉCONOMIE DE GUERRE À LA FRANÇAISE

Par Denis BOUVIER, Expert des questions de défense

Pierre CLAIRE, Directeur adjoint des études du Millénaire

William THAY, Président du Millénaire



AVANT-PROPOS

La guerre en Ukraine a accéléré le revirement d'une partie des décideurs publics européens autour des impératifs de réarmement et de protection. En effet, jusqu'aux récentes grandes mutations mondiales telles que la Révolution Trump, le réveil des nations empires qui entraînent le monde vers davantage de conflits, **l'Europe se berçait d'illusions à deux égards : l'éternelle protection américaine et la logique des dividendes de la paix.**

Ces deux illusions ont conduit à la domination de dirigeants européens privilégiant la logique de concertation à celle du rapport de force et la diplomatie des valeurs à celle des intérêts stratégiques. Par conséquent, **des choix ont opéré des décisions conduisant au désarmement de l'Europe et de la France.** A ce titre, l'élection d'Emmanuel Macron sur son projet Révolution a incarné la synthèse des centres droit et gauche ralliés à ces principes des relations internationales.

Seulement, la guerre en Ukraine est venue perturber ces certitudes en réintroduisant le tragique de l'Histoire en Europe. Pour la première fois depuis la chute du Mur de Berlin, le choix des valeurs et celui du rapport de force et des intérêts stratégiques ont été conciliables. C'est pourquoi, **devant le durcissement et le prolongement de la guerre en Ukraine, le président de la République a acté un revirement de la position française évoluant vers une position plus favorable à l'égard de l'Ukraine,** ce qui a abouti à évoquer la nécessité d'une transformation de l'économie en économie de guerre pour soutenir l'effort de guerre ukrainien car l'Ukraine perdra le conflit sans augmentation massive de l'aide occidentale.

. En effet, l'Ukraine ne peut subvenir à ses besoins et dépend de l'aide internationale pour maintenir la pression et lutter contre l'armée russe. **Cette aide tant financière que matérielle est principalement le fait des États-Unis d'Amérique et nous savons que sans le soutien de l'Oncle Sam, l'Ukraine serait perdue car l'Europe est incapable de se substituer aux Américains.** Pour autant, l'aide à l'Ukraine est remise en cause depuis quelques mois aux États-Unis. Ce refus de payer pour l'Ukraine s'est fait ressentir lors des récentes tensions à la Chambre qui ont abouti à une situation de quasi lockdown et d'impossibilité de faire voter le budget. Cette



tendance pourrait davantage se faire ressentir avec les événements en Israël et la nécessité de soutien américain. Volodymyr Zelensky est conscient que les événements récents ne jouent pas en sa faveur et multiplie les déplacements pour s'assurer du soutien occidental. De plus, l'avènement de Robert Fico en Slovaquie et la formation d'un nouveau gouvernement opposé à toute aide à l'Ukraine ne facilite pas les choses.

Face à cela, la contre-offensive ukrainienne bat de l'aile et ne remplit pas les objectifs fixés. **De grand espoirs étaient placés dans cette offensive car l'Ukraine disposait enfin de chars d'assaut et d'un armement plus moderne.** Finalement c'est sur mer, et alors que l'Ukraine ne dispose pas d'une marine en bonne et due forme, que la contre-offensive ukrainienne est la plus efficace. Mais sur ce théâtre d'opération, l'Ukraine ne peut pas compter sur l'aide internationale et a dû partir de zéro en mobilisant son industrie de défense et en jouant d'ingéniosité. Ainsi, il existe une lueur d'espoir dans cette situation car il est possible de repenser l'appareil productif de manière rapide pour obtenir des résultats sur le front.

Ainsi, l'Europe doit se préparer à soutenir davantage l'Ukraine. Pour autant y'est-elle prête ? **Rien n'est moins sûr car l'industrie de défense européenne est dans un état lamentable après de longues années de dépendance face aux Américains.** Alors que le thème de la défense européenne est en vogue actuellement, **la France doit se définir comme le leader militaire et diplomatique de l'Europe.** Ceci a toujours été vrai, la France ayant laissé à l'Allemagne l'espace pour devenir le leader économique du continent, cette situation est de moins en moins vraie et la prédominance française est plus que jamais remise en cause. L'Allemagne d'Olaf Scholz cherche à devenir la première puissance militaire d'Europe et augmente ses dépenses militaires en conséquence. Malgré ses 2% du PIB de dépenses militaires, la France ne sera pas en mesure de rivaliser avec les dépenses allemandes et c'est pour cela qu'elle doit se placer en figure de proue de l'aide à l'Ukraine, pour maintenir son poids et aussi bénéficier de l'impact bénéfique des dépenses militaires accrues. Alors que nous nous sommes questionnés sur les méthodes traditionnelles de soutien à l'effort de guerre dans un pays tiers, nous avons pu voir les freins industriels, fiscaux, normatifs et financiers à lever pour basculer en économie de guerre.



En effet, il faut se rappeler que nos pays ont déjà dû faire face à une crise d'une grande ampleur ces dernières années : la crise du coronavirus. Ils ont énormément souffert lors des premiers mois, ne bénéficiant pas des capacités de production suffisante, la production ayant été délocalisée en Asie. En conséquence, **les pays occidentaux ont dû se mobiliser et décréter la mise en place d'une production locale pour pouvoir faire face.** Cet exemple offre des perspectives de redéploiement industriel puisque **pour la première fois, des usines produisant des ascenseurs ont dû produire du matériel hospitalier ou des usines produisant des vêtements ont dû produire des masques.** Certes, nous ne sommes pas redevenus des leaders dans ces industries, mais nous sommes moins dépendants de l'étranger dans ces secteurs. Cet exemple, aussi précieux soit-il, doit néanmoins être relativisé. Il est bien plus difficile de produire des armes et autres munitions que des masques ou des respirateurs au regard du degré de technicité.

Deux concepts découlent de l'économie de guerre. D'une part, **le réarmement industriel qui fait référence à une période durant laquelle un pays augmente sa capacité de production d'armes et autres équipements militaires.** L'augmentation qui en découle peut-être due à une menace perçue ou à la préparation à un conflit. Cette définition convient au conflit en Ukraine qui pourrait s'étendre. D'autre part, le redéploiement industriel qui fait référence à **une réorganisation ou une adaptation de l'industrie d'un pays ou d'une région en réponse à des changements économiques, technologiques ou sociaux.** Cela peut impliquer le passage d'industries traditionnelles ou obsolètes à des industries plus modernes ou plus pertinentes.

Cette étude vise à présenter **un ensemble de mesures pour lever tous les freins au passage à l'économie de guerre au service de l'Ukraine.** En effet, cela permettrait à la France de reconstituer son complexe-militaro industriel et réinvestir dans son armée pour pouvoir être fort face à nos ennemis et ferme face à nos alliés et ainsi rêver à redevenir une grande puissance.



AVANT-PROPOS	2
QUE SIGNIFIE UNE ECONOMIE DE GUERRE AU XXIEME SIECLE ?	7
LE RETOUR DES FACTEURS HISTORIQUES AYANT JUSTIFIE LES ECONOMIES DE GUERRE AU XXEME SIECLE.....	8
LE RETOUR DE LA GUERRE A HAUTE INTENSITE	8
UN RETOUR QUI S'EXPLIQUE PAR LE RETOUR DES NATIONS-EMPIRES	11
DES CONFLITS ACTUELS QUI PRESENTENT DES RISQUES D'ESCALADE ET DE DÉSTABILISATION	13
LES FACTEURS CLES POUR METTRE EN OEUVRE UNE ECONOMIE DE GUERRE AU XXEME SIECLE	15
GAGNER LA BATAILLE DE L'OPINION PUBLIQUE AU NIVEAU NATIONAL ET INTERNATIONAL.....	15
GERER L'EPUISEMENT DES RESSOURCES	16
AMOINDRIR LES REPERCUSSIONS ÉCONOMIQUES.....	16
LES LIMITES D'UNE CONVERSION RAPIDE DES INDUSTRIES EXISTANTES	18
DES TRANSFORMATIONS SECTORIELLES DIFFICILES A OPERER	19
UN CADENCEMENT ET UNE MONTEE EN CHARGE INDUSTRIELLE QUI PEUT GENERER DES ERREURS.....	21
L'ENJEU DES COUTS CACHES	22
L'IMPORTANCE DE LA COORDINATION INTERNATIONALE.....	24
L'ENJEU DES NORMES OTANIENNES	24
L'ENJEU DE LA DEPENDANCE INDUSTRIELLE	27
L'ENJEU DE LA COMPETENCE INDUSTRIELLE	28
L'ENJEU DE COOPERATION ENTRE LES ETATS-NATIONS.....	28
LES LIMITES DU REDÉPLOIEMENT DE CAPACITES INDUSTRIELLES PERDUES	30
LA REPONSE A LA CRISE : LOGISTIQUE ET PROCESSUS INDUSTRIELS.....	31
LA PREPARATION DES PROCHAINES CRISES	33
FAUT-IL PASSER EN ECONOMIE DE GUERRE POUR SOUTENIR L'UKRAINE ?	35



PRIVILEGIER LA RELANCE DE LA BITD POUR SOUTENIR L'UKRAINE	35
L'UKRAINE EST EN TRAIN DE PERDRE LA GUERRE	35
LES AVANTAGES À LONG TERME D'UN REDÉPLOIEMENT INDUSTRIEL	41
LA FRANCE POURRAIT REPRENDRE LE LEADERSHIP EUROPEEN.....	41
UN EFFET MULTIPLICATEUR	43
UNE COLLABORATION AVEC L'UKRAINE UTILE SUR LE PLAN ECONOMIQUE	44
COMMENT CONCRETEMENT PASSER EN ECONOMIE DE GUERRE EN RELANÇANT NOTRE BITD ?	46
VOLET 1 : IDENTIFIER LES BESOINS ESSENTIELS DE L'UKRAINE	47
CIBLER LES SUCCES NATIONAUX POUR ETRE UN PARTENAIRE FIABLE.....	47
CIBLER ENSUITE LES BESOINS NON COUVERTS PAR LES ALLIES DE L'UKRAINE	48
RENFORCER LES COOPERATIONS BILATERALES POUR INSERER DANS DES CHAINES DE VALEUR DE L'INDUSTRIE MILITAIRE FRANCAISE	49
VOLET 2 : CREER LES CONDITIONS DU CADENCEMENT ET DE LA MONTEE EN CHARGE INDUSTRIELLE.....	50
ACTIVER TOUS LES LEVIERS FISCAUX ET FINANCIERS.....	53
CONCLUSION.....	59



QUE SIGNIFIE UNE ECONOMIE DE GUERRE AU XXIEME SIECLE ?

Avant de déterminer au cours de ce rapport ce que signifierait un éventuel passage de la France en “économie de guerre pour soutenir l'effort militaire ukrainien”, il est impératif d'en définir ce concept. Selon l'économiste et sociologue suisse Bernard Degen, l'économie de guerre désigne **“des pratiques économiques exceptionnelles mises en œuvre lors de certaines périodes historiques telles que des guerres, mais pas nécessairement** (cela peut recouvrir des périodes de préparation d'une guerre ou des agitations sociales internes)”¹. Une économie de guerre ne signifie pas un pays en guerre, mais bel et bien une adaptation de principes économiques au service de la guerre incluant **un interventionnisme étatique fort pour réguler et contrôler la production industrielle, agricole, minière, etc., un système administratif de distribution et d'attribution de l'approvisionnement et un contrôle exhaustif de la politique monétaire pour éviter les processus d'hyperinflation liés à l'autarcie**. Tout cela doit conduire à un objectif clair : l'autosuffisance, voire l'autarcie pour lutter face à un ennemi extérieur.

Il est à noter que l'économie de guerre est un terme décrivant des Etats contemporains au XXème siècle tels que les Etats européens lors de la Première guerre mondiale, mais surtout **l'Allemagne hitlérienne lors du Vierjahresplan (plan en 4 ans) lancé en 1936, l'URSS après l'opération Barbarossa en juillet 1941 et enfin les Etats-Unis de Roosevelt après le Victory Program en janvier 1942 pour affronter à la fois l'Allemagne en Europe et le Japon en Asie-Pacifique**. A titre anachronique, nous pouvons considérer que la France napoléonienne pouvait s'apparenter en partie à une économie de guerre à partir de la campagne de Prusse et de Pologne à partir de septembre 1806.

¹ [Economie de guerre](#), Bernard Degen, Documentation historique suisse, traduit de l'allemand par André Naon, novembre 2008.



LE RETOUR DES FACTEURS HISTORIQUES AYANT JUSTIFIE LES ECONOMIES DE GUERRE AU XXEME SIECLE

Comme nous l'avons mentionné précédemment, l'économie de guerre dépend de l'évolution des conflits militaires. Pour que l'humanité puisse parvenir à inventer un tel système, il aura fallu trois mutations majeures :

- **La transition des armées de métier vers des armées populaires** depuis le tournant opéré par la Révolution française lors de la bataille de Valmy en septembre 1792 où les sans-culottes, des citoyens non formés aux arts de la guerre, prêteront mains fortes aux armées de métier. Cette transition accompagne la naissance des concepts de "nation" et de "citoyenneté". Désormais, la défense nationale est l'affaire de chaque citoyen amené à prendre les armes pour défendre son pays.
- **L'industrialisation des sociétés occidentales démultipliant les moyens militaires** : la révolution industrielle de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle a opéré un tournant dans la manière de faire la guerre. En effet, la guerre devient industrielle, notamment à partir de la Première guerre mondiale, c'est à dire que les Etats réalisent en 1914 que la guerre ne sera plus aussi courte que lors des épopées napoléoniennes ou de la guerre de 1870, mais qu'elle serait longue et la victoire serait corrélée à la production industrielle d'armements de plus en plus sophistiqués (artillerie, mitrailleuse, etc.).
- La **démultiplication des fronts** en lien avec la seconde mutation. Alors qu'avant la première guerre mondiale, la guerre se réalisait quasi-exclusivement sur les fronts terrestres et maritimes, l'introduction du front aérien bouleverse la manière de faire la guerre et implique nécessairement une diversification de la production d'armements justifiant d'autant plus le passage en économie de guerre.

LE RETOUR DE LA GUERRE A HAUTE INTENSITE

Les conséquences socio-démographiques des deux guerres mondiales ont installé l'idée dans les sociétés occidentales du "plus jamais ça". **La guerre industrielle à haute intensité est devenue le symbole de "boucherie humaine" et de ce que**



George Mosse a qualifié de “brutalisation des sociétés” occidentales et européennes. Au regard des traumatismes liés aux bilans humains des deux guerres mondiales (9 millions de morts et disparus pour la Première guerre mondiale, 65 millions de morts et disparus pour la Seconde), les puissances militaires ont mis en place la stratégie de la dissuasion nucléaire pour éviter que deux grandes superpuissances ne se livrent une guerre conventionnelle de haute intensité.

Par conséquent, les guerres modernes de la seconde moitié du XXème siècle conduites par les pays occidentaux et l'Union soviétique sont souvent asymétriques. Il s'agit de conflits où un Etat appuyé par une superpuissance livre une guerre à un acteur non étatique comme une rébellion, un parti politique, des putschistes ou une organisation terroriste. Et, pour parer le déséquilibre militaire entre une armée régulière et une armée non étatique, les stratégies militaires deviennent non conventionnelles telles que la guérilla, le terrorisme, les technologies non conventionnelles comme des bombes sales utilisant des déchets radioactifs. Citons les exemples de la guerre du Vietnam et plus récemment la guerre en Syrie, en Irak ou encore au Sahel. Ainsi, **ces guerres de « basse intensité, » souvent effectuées par procuration d'États non directement impliqués, semblaient être devenues la norme.**

Ainsi, il a longtemps été pensé que **l'avenir de la guerre résidait dans ces guerres asymétriques liés aux conflits territoriaux, politiques, ethniques, religieux au sein des pays du Sud.** En effet, si la dissuasion nucléaire a pour objectif d'empêcher les « grands » de se faire la guerre, on pensait naïvement qu'elle limiterait aussi leur implication directe dans un conflit. Seulement, les récents événements historiques n'ont pas donné de crédit à cette thèse. En effet, la guerre en Ukraine a rebattu les cartes. Non seulement, **elle n'est pas asymétrique, mais relève des guerres conventionnelles (1), mais en outre l'attaquant possède quasiment le plus grand arsenal d'armes nucléaires au monde (2).**



On redécouvre donc la guerre dite « à haute intensité », celle qui engage corps d'armées et divisions. Au XX^{ème} siècle, ces guerres ont provoqué des pertes humaines catastrophiques et leur coût pécuniaire a été colossal. En effet, en plus du financement nécessaire pour former les troupes, assurer leur entretien et approvisionnement, notamment en équipements militaires, il faut ajouter le coût de systèmes d'armes onéreux car de plus en plus sophistiqués. Ainsi, **il n'y a qu'une guerre de haute intensité qui puisse justifier le passage en économie de guerre.**

La gestion d'une guerre de haute intensité suppose deux variables : **la durée du conflit** (1) et **son degré d'intensité** (2). D'une part, la durée du conflit est une donnée essentielle puisque la guerre de haute intensité nécessite un investissement moral collectif de toute une nation, y compris les femmes, qui sont aussi appelées à soutenir l'effort de guerre. Or, **la durée du conflit ne dépend pas des acteurs militaires, mais des acteurs politiques chargés de maintenir la cohésion nationale.** Par exemple, la Russie de 1917 s'effondre car les politiques ne sont plus en mesure de contenir la multiplication des révoltes populaires liées aux pénuries au sein du pays. La variabilité de la durée des conflits à haute intensité est imprévisible car, hors contexte purement militaire, elle dépend de la résilience des États impliqués. Celle-ci passe notamment par la cohésion de la nation, son sentiment d'appartenance nationale et donc par son acceptation à consentir des efforts. D'autre part, **l'intensité du conflit est une donnée essentielle puisque la guerre de haute intensité se caractérise par des pics d'intensité où les Etats jettent tous leurs moyens militaires et industriels dans une offensive afin de faire plier l'ennemi.** De ce fait, la guerre sur le terrain est bien plus violente comme le montrent les exemples de Verdun ou de la bataille de la Somme. Les Etats doivent tout au long du conflit gérer efficacement leurs forces pour à la fois préparer des actions offensives ou défensives de très haute intensité, tout en maintenant un important effort pour soutenir la dimension industrielle du conflit. Tout cela signifie que les États et leurs nations doivent être préparés en amont pour tenir sur le long terme. La guerre en Ukraine nous rappelle aussi les lourdes conséquences d'un conflit. En effet, le sacrifice d'une partie de sa population et la destruction de nombreuses infrastructures plongent ce pays dans l'inconnu, du moins dans une position de grande dépendance vis-à-vis d'États-tiers.



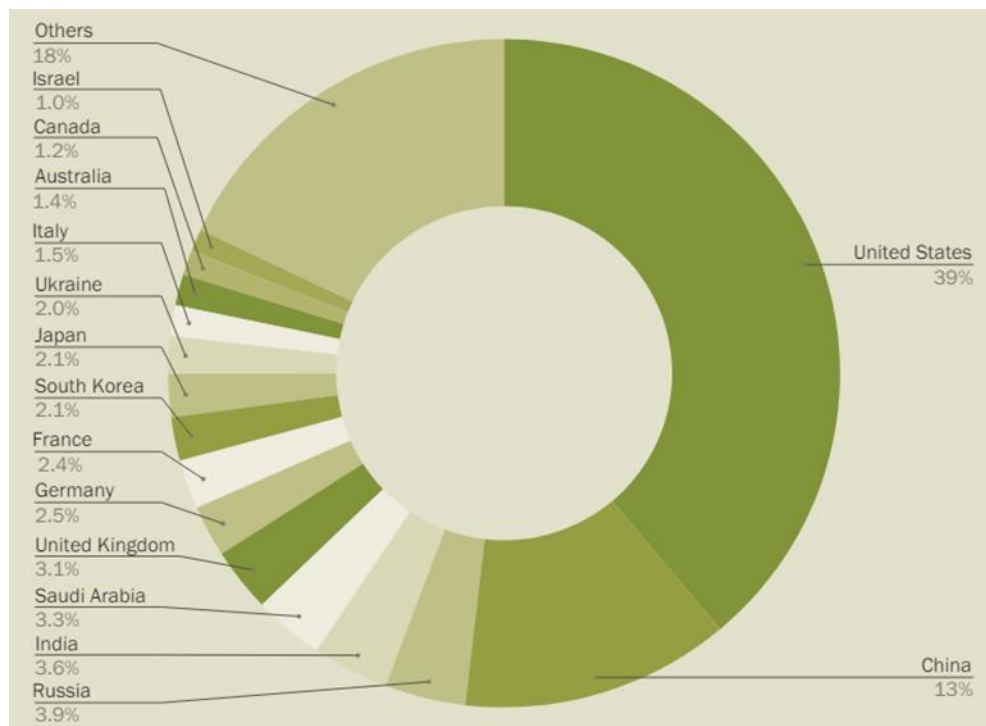
UN RETOUR QUI S'EXPLIQUE PAR LE RETOUR DES NATIONS-EMPIRES

Nous assistons aujourd'hui à un retour des empires et à la renaissance de conflits que l'on imaginait passés et enterrés. Cette recrudescence des conflits impérialistes devrait nous pousser à nous préparer au pire, mais surtout à réarmer. La pression exercée par la Russie à la frontière Est de l'Europe nous ramène à la dure réalité et nous invite à sortir de l'angélisme dans lequel nous nous étions enfermés depuis la fin de la guerre froide.

Ces guerres d'un ancien temps, ces tensions qui n'ont jamais cessé d'exister nous rappellent que le nationalisme et le sentiment de grandeur nationale ne disparaissent jamais vraiment. Ainsi la Chine de Xi Jinping veut rétablir l'empire des Qing (le rattachement de Taiwan n'étant qu'une étape), Recep Tayyip Erdogan ne veut plus se contenter de son influence régionale et rêve de ressusciter l'Empire ottoman, Vladimir Poutine est clairement nostalgique de l'époque soviétique et veut rétablir l'aire d'influence russe.

Or, **le monde actuel multipolaire se caractérise par une multiplication des puissances militaires industrielles.** Au XXème siècle, seuls les grandes puissances européennes et les superpuissances soviétique et américaine ainsi que le Japon et la Chine pouvaient se livrer des guerres de haute intensité. Désormais, les nations-empires comme l'Arabie Saoudite (3,3% des dépenses militaires du monde), la Turquie ou l'Iran peuvent se livrer des guerres de haute intensité au Moyen-Orient grâce à leurs efforts militaires effectués sur l'ensemble des dimensions de la guerre (terre, mer, air, cyber).



Figure 1 - Répartition des dépenses militaires dans le monde en 2022²

Par conséquent, toutes ces vues impérialistes et autocratiques présagent de potentiels nouveaux conflits pouvant déboucher sur des guerres de haute intensité. Ainsi, il est important de se préparer et surtout de préparer nos partenaires à affronter de telles armées et à survivre à ces affrontements. La guerre en Ukraine peut nous fournir de nombreuses indications sur ce que nous devons être capable de faire et dans quel sens nous devons aller. D'autres conflits voyant des pays au passé glorieux attaquer leurs voisins peuvent éclater dans un futur proche, et il appartient à la France de se préparer, de mener l'effort de réarmement et d'aider ses partenaires.

² **Trends in world military expenditure 2022**, Nan Tian, Diego Lopes da Silva, Xiao Liang, Lorenzo Scarazzato, Lucie Béraud-Sudreau et Ana Carolina de Oliveira Assis, Spirit Fact Sheet, April 2023.



DES CONFLITS ACTUELS QUI PRESENTENT DES RISQUES D'ESCALADE ET DE DÉSTABILISATION

Dans tout conflit, **des risques d'escalade existent du fait d'accords bilatéraux, ou plus globalement par le jeu d'alliances internationales**, comme c'est le cas avec l'OTAN et son fameux article 5 : « *Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles (...) sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, et en conséquence (...) si une telle attaque se produit, chacune d'elles (...) assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée* ». Un conflit peut rapidement s'étendre en impliquant davantage de belligérants et de ressources. Ce faisant, il affectera durablement les relations internationales et la réputation de tel ou tel pays. **Au niveau national, les implications politiques peuvent également être significatives puisqu'il s'agit pour les dirigeants de prendre en compte l'opinion publique et d'analyser finement les répercussions de leurs décisions sur la stabilité du pays.**

Les conflits actuels comportent des risques importants d'escalade par rapport à la seconde moitié du XXème siècle, chose à laquelle nous n'étions plus habitués. Il est important d'en prendre conscience et surtout de se préparer.

Durant la Guerre froide, les conflits étaient plutôt localisés et concernaient seulement des pays en particulier. **Ils étaient liés à des rivalités ethno-politiques pour la domination d'un Etat et non d'une région** comme l'Afghanistan, l'Angola, le Cambodge, le Vietnam ou encore l'Irak (une exception tout de même, la guerre de Corée qui a vu l'implication de la Chine, des États-Unis, de l'URSS ou d'autres pas via l'ONU).

Pourtant depuis la fin des années 2010, la situation est bien différente. **Les conflits actuels présentent davantage de risque d'escalade.** Aujourd'hui, trois grandes zones conflictuelles peuvent déstabiliser le monde entier : **le Moyen Orient avec la**



guerre entre Israël et le Hamas et l'implication de l'Iran à partir du 13 avril 2024 (1), le voisinage russe avec la guerre en Ukraine (2) et l'Asie en Mer de Chine avec Taïwan (3).

- En effet, la guerre entre Israël et le Hamas présente un risque de régionalisation du conflit liée au soutien iranien au Hamas et aux altercations récentes entre Israël et l'Iran comme très récemment l'attaque de l'ambassade iranienne en Syrie par les forces israéliennes.
- La guerre en Ukraine présente également un risque de guerre mondiale en cas d'intervention militaire occidentale au sol, une hypothèse que certains dirigeants comme Emmanuel Macron n'excluent plus.

Et enfin, Taïwan présente un risque d'escalade puisque les Etats-Unis ont maintenu la protection de l'île en cas d'intervention militaire chinoise y compris l'envoi de l'armée américaine, alors que la Chine entend récupérer l'île d'ici 2049.



LES FACTEURS CLES POUR METTRE EN OEUVRE UNE ECONOMIE DE GUERRE AU XXEME SIECLE

GAGNER LA BATAILLE DE L'OPINION PUBLIQUE AU NIVEAU NATIONAL ET INTERNATIONAL

Les conflits du XXIème siècle sont davantage contraints par la question de l'opinion publique, tant interne au pays belligérant qu'externe. Ainsi, malgré sa mainmise sur l'Etat russe, Vladimir Poutine doit tout de même composer avec l'opinion publique russe et les opinions publiques internationales. A ce titre, les Etats se livrent une véritable guerre de l'information, mais d'un registre nouveau par rapport au XXème siècle. En effet, au siècle dernier, la guerre d'information visait surtout à garantir le soutien de l'arrière à l'effort de guerre ainsi que le maintien du moral des troupes. Seulement, aujourd'hui, avec la naissance du "Global Village" de Marshall Mc Luhan à partir de la Guerre froide en lien avec la révolution technologique des nouvelles technologies de l'information et de la communication, puis des réseaux sociaux, **les opinions publiques sont inondées d'informations "brutes" et peuvent presque suivre en temps réel l'évolution des conflits sur le terrain.** Or, cette révolution de l'information doit faire l'objet d'un suivi attentif des politiques conduisant leurs Etats dans le cadre de guerres.

En effet, **l'interconnexion des opinions publiques donne aux conflits une saveur particulière et rajoute à la peur de l'embrasement.** Une information au Moyen-Orient peut déclencher des mobilisations massives dans tous les pays occidentaux comme sur le cas palestinien. La guerre en Ukraine éveille aussi les émotions et pousse les dirigeants à prendre parti. Cette pression exercée par les opinions publiques dans le village mondial doit être connue et prise en compte. Cela ajoute à la peur d'enflammement et de diffusion de n'importe quel conflit ; et cette dimension est à prendre en considération dans la manière nous abordons les conflits armés et y apportons les réponses. Aujourd'hui, une communication via les réseaux sociaux est capitale pour les belligérants car leur cible est de toucher l'opinion publique mondiale, qui devient une cible facile avec les *fake news* alors qu'elle peut influencer un conflit.



GERER L'EPUISEMENT DES RESSOURCES

Dans une guerre prolongée nécessitant la mise en œuvre d'une économie de guerre, l'épuisement des ressources de première ligne comme les obus, essence, vivres et matériels militaire nécessite de réaliser des investissements massifs grâce à la mise en place rapide d'une économie de guerre. **Ceci est toujours un défi, d'abord parce qu'il n'est jamais facile de passer d'une « économie temps de paix » à une « économie temps de guerre »,** mais aussi parce que ce surinvestissement dans la défense ne peut se faire qu'au détriment d'autres secteurs comme l'éducation, la santé, les infrastructures et autres secteurs qui se retrouvent donc plus ou moins condamnés. La dette publique augmente donc substantiellement. Or, **la plupart des Etats doivent composer avec une raréfaction des ressources financières en lien avec la multiplication des crises depuis la fin des années 2010 (crise sanitaire, 3e choc pétrolier, crise agricole mondiale, crise énergétique, etc.).**

Les États doivent aussi faire face à des enjeux souvent minimisés mais sans doute plus lourds de conséquences. **Il s'agit des effets psychologiques et sociétaux d'une mobilisation prolongée.** En effet, le nombre de tués et blessés, de destructions massives et de déplacements forcés, peut laisser des séquelles à long terme sur la population. Population qui peut ainsi choisir de quitter définitivement le pays pour des régions plus stables et sûres, ce qui peut avoir un impact négatif sur la capacité à reconstruire le pays après le conflit.

AMOINDRIR LES REPERCUSSIONS ÉCONOMIQUES

Dernier enjeu, **les Etats doivent prévoir et anticiper les répercussions économiques de la guerre.** En effet, **l'économie du XXIème siècle est interconnectée.** Cela signifie que les répercussions économiques d'un conflit dépassent les frontières nationales concernées. Par exemple la baisse des exportations du blé ukrainien ou encore l'augmentation du prix baril de pétrole ont entraîné des conséquences durables sur certaines économies notamment en Afrique avec l'émergence d'un risque d'ouragan de famines. En effet, comme nous



l'avons traité dans une étude antérieure, des pays comme l'Egypte (100 millions d'habitants), le Soudan (40 millions d'habitants) ou encore la République Démocratique du Congo (80 millions d'habitants) dépendent à plus de 50% de leur approvisionnement en céréales de la part de la Russie et l'Ukraine. Ainsi, **les belligérants doivent donc anticiper ces conséquences économiques avant de s'engager dans quelque conflit que ce soit pour éviter diverses pénuries pour alimenter les armées ainsi que les déstabilisations mondiales de leur action militaire.**

Une guerre à haute intensité entraine *de facto* des perturbations du commerce international, même si ces perturbations dépendent du poids économique et de la place du pays concerné. Par exemple, des infrastructures de transport essentielles aux échanges de biens et de services peuvent être endommagées, ce qui peut durablement perturber les flux financiers mais aussi limiter le commerce entre les pays du monde entier, notamment lorsque des sanctions économiques sont mises en place. Globalement, dans un monde aux échanges globalisés, un conflit majeur a de graves conséquences humaines mais aussi économiques, que ce soit en termes de pertes d'opportunités économiques ou de répercussions sur les marchés financiers internationaux.



TRANSFORMER SON ECONOMIE EN ECONOMIE DE GUERRE ? LES LECONS DE LA CRISE SANITAIRE

Après avoir défini et qualifié les enjeux de l'économie de guerre au XXIème siècle, **la question de la transformation demeure la plus difficile.** Pour cela, la crise sanitaire, qui représente un bouleversement majeur des chaînes de production où des usines de sacs se sont mises à produire des masques, livre des enseignements quant à la réactivité des pouvoirs publics et à la stratégie de redéploiement industriel. En effet, de nombreuses industries ont été amenées à transformer leur production dans un court délai pour parvenir à compenser les manques de la nation en produits essentiels (médicaments, fournitures hospitalières, masques, etc.).

LES LIMITES D'UNE CONVERSION RAPIDE DES INDUSTRIES EXISTANTES

De nombreuses limites existent et il est difficile que la France, qui a été un des pays européens ayant le plus subi la politique de désindustrialisation avec une des industries les plus faibles du continent, puisse du jour au lendemain se muer en grand pays industriel. En effet, selon l'Insee, **en 1980, l'industrie représentait 24% du PIB contre moins de 13% en 2020.** De ce fait, **en 40 ans, nous avons perdu 2 millions d'emplois industriels directs.**

Or, la réindustrialisation ne se décrète pas et ne se fait pas en une semaine, **c'est un processus long et coûteux, notamment si nous voulons aller dans le sens d'un redéploiement industriel français pour aider à l'effort de guerre ukrainien.**



DES TRANSFORMATIONS SECTORIELLES DIFFICILES A OPERER

Le premier enseignement que nous livre la crise sanitaire est sur la capacité des industries à **réussir une transformation sectorielle, c'est à dire à se déployer sur un secteur d'activité connexe, voire complètement différent.** Plusieurs exemples militaires sont classiques : une entreprise métallurgique produisant des rails de chemins de fer qui se met à produire des pièces d'artillerie ou encore une entreprise de textile que se met à produire des uniformes.

A ce titre, l'exemple de la crise du coronavirus est intéressant, même si les degrés de complexité de la production en relation avec ce virus étaient bien différents. En effet, **s'il est assez simple pour une usine fabriquant des sacs ou de l'électroménager de produire rapidement des masques ou du gel hydro-alcoolique, il n'en est pas de même quand il s'agit de fabriquer des armes ou des avions car ces productions nécessitent des investissements massifs destinés à changer, modifier ou adapter les machines, former le personnel, et du temps pour le faire.**

Seulement, **l'appareil productif français a souffert depuis près de 40 ans davantage pour les secteurs industriels facilement transformables au profit d'un effort de guerre.** Citons par exemples, **les délocalisations de la production automobile, aéronautique, métallurgie, sidérurgie.** Lorsque la France perd des entreprises comme Pechiney, Alstom ou Arcelor Mittal, elle rend difficile la mise en œuvre d'une économie de guerre au XXIème siècle. Ainsi, la réalité de la production industrielle française d'aujourd'hui est alarmante : **les secteurs industriels en déclin sont les secteurs les plus clés pour basculer en économie de guerre.**



Figure 2 – Evolution de la production industrielle par branche (2000-2016)³

Tableau 2 : Évolution de la production dans les branches manufacturières depuis 2000

Évolution en volume, en %

		France (2000-2016)	Allemagne (2000-2015)	Italie (2000-2014)
Industrie manufacturière		-3	+25	-8
Branches de haute technologie	Matériels de transport hors automobile (aéronautique, ferroviaire, etc.)	+87*	+75	+2
	Industrie pharmaceutique	+72	+57	+60
	Produits informatiques, électroniques et optiques	-1	+85	-11
Branches de moyenne-haute technologie	Machines et équipements	-2	+30	+8
	Industrie chimique	-3	+12	-8
	Équipements électriques	-20	+6	-1
	Industrie automobile	-28*	+57	-8
Branches de moyenne-basse technologie	Réparation, installation et produits manufacturés divers	+7	+18	-18
	Caoutchouc, plastique et autres produits minéraux non métalliques	-3	+15	-22
	Métallurgie et produits métalliques	-10	+16	+0
	Cokéfaction-raffinage	-34	-3	-19
Branches de basse technologie	Industries agroalimentaires	+5	+9	-1
	Bois, papier et imprimerie	-13	+1	-24
	Textile, habillement, cuir et chaussures	-51	-32	-26

* Période : 2000-2015.

Lecture : la production des branches en vert (foncé) a augmenté (fortement). Celle des branches en orange (foncé) a diminué (fortement).

Sources : Insee (France), Destatis (Allemagne) et Istat (Italie), comptes nationaux annuels.

Le constat est alarmant. La production industrielle française s'est effondrée dans les secteurs d'activité nécessaires pour soutenir un effort de guerre :

- **Secteur du textile, habillement, cuir et chaussures nécessaire pour fabriquer des uniformes** : la production industrielle a diminué de 51% depuis l'an 2000 ;
- **Secteur de la cokéfaction-raffinage nécessaire pour alimenter le déplacement des troupes** : la production industrielle a diminué de 34% depuis l'an 2000 ;
- **Secteur de l'automobile nécessaire pour fabriquer des véhicules motorisés, des blindés et des ambulances** : la production industrielle a diminué de 28% depuis l'an 2000 ;
- **Secteur de l'équipement électrique nécessaire pour fabriquer Solutions économiques de communication, de réseaux et d'intégration de capteurs pour véhicules** : la production industrielle a diminué de 20% depuis l'an 2000 ;
- **Secteur du bois, papier, imprimerie nécessaire pour fabriquer des supports aux pièces d'artillerie ou des défenses passives (palissades, pièges, etc.)** : la production industrielle a diminué de 13% depuis l'an 2000.

³ La mondialisation a amené l'industrie française à [se spécialiser sur ses points forts](#), Etudes Economiques, Le 4 pages de la DGE, Direction générale des Entreprises, octobre 2017.



A noter une bonne performance de l'industrie pharmaceutique nécessaire pour la production de médicaments et de soins aux armées. Seulement, la crise sanitaire a révélé le retard accumulé par notre industrie pharmaceutique incapable de produire un vaccin dans les temps de crise.

UN CADENCEMENT ET UNE MONTEE EN CHARGE INDUSTRIELLE QUI PEUT GENERER DES ERREURS

Une fois que les pouvoirs publics ont ciblé les industries pouvant transformer leur production pour alimenter un effort de guerre industriel, **il convient de déterminer le cadencement de la montée en charge de la production.**

Cette étape implique de **trouver un compromis idéal entre vitesse et qualité**, ce qui semble difficile, surtout actuellement. En effet si l'industrie française de la défense et de l'armement est mondialement reconnue pour sa qualité, elle reste très spécialisée et ne peut pas, dans l'état actuel de ses capacités, produire en masse. **En choisissant de produire à grande cadence, nous pourrions perdre en qualité et donc abandonner notre principal avantage comparatif sur le marché : produire du matériel militaire à haute valeur ajoutée à coût raisonné.** Ce faisant, nous mettrions en péril notre position de premier pays européen en termes d'exportations militaires.

Ainsi, comme nous l'écrivions précédemment, il existe **un risque s'agissant du redéploiement, même partiel, de notre industrie hors défense car elle n'est pas forcément en capacité de se transformer rapidement, ni de se lancer dans une production de masse de l'armement.** Devant les difficultés d'adaptation des rares industries françaises, il semble donc préférable de privilégier des investissements massifs mais ciblés, comme la production d'obus ou de canons automoteur CAESAR.



L'ENJEU DES COUTS CACHES

En cas de décret d'un passage de notre économie en économie de guerre, les pouvoirs publics devront affronter le coût de leur inaction industrielle pendant des décennies. Trois types de coûts cachés existent : les imprévus de production industrielle (1), le coût de renoncement à d'autres productions industrielles "non-essentiels (2), les changements de doctrine de l'Etat-stratège (3).

Tout d'abord, cela se traduit par **la présence de coûts cachés ainsi que les retards potentiels qui pourraient mettre à mal notre industrie**, notamment dans la production de défense. Car il existe toujours des imprévus dans le cadre de plans massifs, tel celui de la réindustrialisation et du redéploiement de notre appareil productif. En effet, **l'exemple du plan Daladier de 1938 a montré que l'accroissement de la montée en charge de la production industrielle à destination des armées n'a pas été homogène**. En effet, des secteurs entiers ont été pénalisés par des retards de production, des commandes publiques mal ciblées, des pertes de compétences ou encore une difficulté à réemployer l'outil industriel.

De plus, **un autre type de coûts cachés résident dans le délaissement de filières industrielles jugées "non-essentiels" pour une économie de guerre**. Or, ne plus pouvoir compter sur d'autres industrie, soit par manque d'investissement, ce qui les aurait rendues moins compétitives, soit par absence d'industries novatrices et performantes, alors l'économie française déclinait. Si nous choissions cette voie, **alors il faudrait planifier à court et long terme et ne tolérer aucune approximation**.

Enfin, **l'instabilité des dirigeants au sommet de l'Etat peut avoir comme incidence des revirements de doctrine quant aux secteurs industriels à transformer**. En effet, l'exemple le plus probant reste la rupture opérée par le plan Daladier avec le plan de Blum. **Si les deux prônent le souhait de préparer l'effort**



de guerre français face aux ambitions hitlériennes, les choix de méthode ont largement divergé. D'un côté, Blum effectue deux choix stratégiques : prioriser la fortification de la ligne Maginot et nationaliser les entreprises productrices d'armements offensifs. Il a procédé à 7 nationalisations industrielles clés : l'atelier de construction de chars d'Issy-les-Moulineaux de Renault ; l'usine du Havre et deux ateliers spécialisés du Creusot des établissements Schneider (constructeur de canons essentiellement) ; les ateliers de fabrication des canons antichars (AC) et anti-aérien (AA) de 25 mm de Levallois d'Hotchkiss ; les usines de Châtillon et de Vernon des Établissements Brandt (fabrication des mortiers de 60 et 81 mm) ; Manurhin (cartoucherie du Mans), les Ateliers de Normandie (Caen) et une fabrique de masques à gaz de la région lyonnaise (Saint-Priest)⁴. De l'autre, Daladier à son accession à la Présidence du Conseil (il était auparavant ministre de la Guerre) modifie les priorités industrielles seulement deux ans après le premier plan en mettant l'accent sur l'armement aérien et anti-aérien. Ainsi, les divergences de stratégie ont un impact considérable sur la transformation d'une production industrielle en économie de guerre. **De ce fait, le rôle de l'État stratège prend une fois de plus tout son sens car il serait inconcevable que tout soit remis en cause par de nouveaux dirigeants qui ne tiendraient pas les engagements, tant financiers que réglementaires.** Et il y a lieu de douter car l'instabilité des politiques français à l'heure actuelle, souvent liée à l'incapacité à fixer un cap et à développer une « vision » sur le long terme, peut remettre en cause la réindustrialisation et le redéploiement de l'économie française proposés dans ce document. L'état actuel de l'industrie française nous invite à nous porter sur le moyen et le long terme car devenir rapidement un « producteur de masse » tout en refusant que la France soit un champion des industries du passé. Des coûts cachés par exemple pourraient mettre en danger les économies alors qu'il est actuellement plus difficile d'emprunter et que l'Etat français est lui-même très endetté.

Un autre sujet d'inquiétude est le relatif manque de résilience de l'industrie française pour s'adapter, et faire face à de nouvelles crises. L'état actuel de l'industrie française et sa très forte dépendance aux marchés extérieurs sont des

⁴ [GARRAUD Philippe, « La politique française de réarmement de 1936 à 1940 : priorités et contraintes », Guerres mondiales et conflits contemporains, 2005/3 \(n° 219\), p. 87-102. DOI : 10.3917/gmcc.219.0087.](#)



facteurs limitatifs qui ne pourront être atténués qu'en dégagant d'importants moyens financiers pour rapatrier en France les industries dites stratégiques, et leur assurer un approvisionnement stable et régulier en matières premières ou en produits manufacturés. Pour autant, il ne s'agit pas d'investir à tort, ce qui pourrait avoir des conséquences désastreuses en nous faisant manquer certaines révolutions technologiques disruptives qui nécessitent de gigantesques efforts en termes de recherche et développement. Ainsi plutôt que de hâter les choses et de tenter de faire de la France le champion vieillissant d'une industrie patrimoniale, il est plutôt nécessaire d'avoir une vision sur le long terme, quitte à ce que les effets vertueux de ce redéploiement industriel ne se fassent pas sentir tout de suite. Cette vision implique d'avoir une volonté politique sur le temps long. **Le retour d'un véritable État stratège semble ainsi nécessaire pour mettre en œuvre une politique industrielle devant faire de notre pays un des champions industriels dans les domaines interdépendants de la défense, des industries numériques et de l'intelligence artificielle.**

L'IMPORTANCE DE LA COORDINATION INTERNATIONALE

L'ENJEU DES NORMES OTANIENNES

Lorsque nous parlons spécifiquement des industries de la défense, **la question de la rédaction des normes se pose en premier chef car celui qui crée la norme remporte une étape décisive**, comme ça a été le cas avec les avions *Caravelle* dont les moteurs en nacelle à l'arrière du fuselage ont été copiés dès sa sortie en 1958. Aujourd'hui pour qu'un produit soit utilisé par de nombreux pays, il faut qu'il respecte des normes adéquates. **Ce sont les États-Unis d'Amérique qui sont les maîtres du jeu, notamment parce qu'ils utilisent abondamment les structures de l'OTAN pour imposer leurs normes et donc leurs produits.** Les États-Unis jouent un rôle important dans l'élaboration et le respect de nombreuses normes de l'industrie de la défense. Ils sont souvent un moteur du développement et de la promotion des traités et cadres internationaux, les initiateurs de normes techniques et de bonnes pratiques, les responsables de l'application des contrôles



à l'exportation et de la lutte contre la prolifération., les facilitateurs de la coopération internationale et de l'interopérabilité.

Les États-Unis, avec leur puissance militaire inégalée, utilisent la réglementation International Traffic in Arms Regulations (ITAR) comme un outil de contrôle commercial depuis sa mise en place en 1976. L'ITAR contrôle les échanges liés à la défense, mais son application extraterritoriale affecte également les réexportations d'équipements étrangers utilisant des composants américains. Les entreprises européennes de défense sont soumises à un système strict, obligeant à obtenir des licences d'exportation pour éviter des retards de livraisons et des pertes de contrats. **L'impact de l'ITAR a été ressenti par des entreprises françaises dans des contrats majeurs, où des restrictions américaines ont entraîné des retards et des négociations intergouvernementales.** Les risques pour les entreprises en violation de l'ITAR incluent des amendes importantes et des conséquences sur leur réputation. Le développement d'une stratégie ITAR-free est devenu crucial, avec un accent sur la R&D pour compenser la dépendance aux composants soumis à l'ITAR. Des personnalités notables, comme l'ancien PDG de MBDA, Antoine Bouvier, ont souligné l'importance de réduire cette dépendance pour garantir l'autonomie stratégique.

La France, par le biais de la ministre des Armées, Florence Parly, a exprimé l'espoir de réeuropéaniser certaines technologies pour réduire l'impact de l'ITAR. Cependant, elle a souligné la difficulté de s'immuniser complètement de cette réglementation, soulignant les défis persistants liés à l'ITAR.

L'OTAN est éminemment politique et ne fait rien sans l'accord des Américains qui, parfois, donne des gages aux industriels européens comme Thalès avec le déploiement du SCCOA⁵. Les « normes OTAN » permettent à un produit d'être vu comme fiable (même si la vision américaine de fiabilité n'équivaut pas forcément à la qualité car il est juste nécessaire que ce produit soit produit par les Américains eux-mêmes) et donc adopté par le plus grand nombre. C'est ce qui explique

⁵ Système de Commandement et de Conduite des Opération Aérospatiales



pourquoi certains produits américains sont plébiscités par tous les pays de l'Alliance, au détriment des produits français ou européens. L'exemple des avions de chasse F-35, qui sont loin d'avoir atteint les objectifs opérationnels requis dans le cahier des charges, est patent. En effet, ce sont bien les standards américains pour la mise en œuvre de l'armement nucléaire qui sont imposés aux pays européens concernés qui, finalement, ne pouvaient pas acheter les Rafales français multi rôles pourtant largement aussi performants que le F-35 pour un coût plus modéré.

Dans ce contexte, et au-delà de l'aspect purement politique, **les Ukrainiens préfèrent donc acheter des armes et du matériel de l'allié américain qui répondent de facto aux normes otaniennes.** Ainsi nous n'avons pas entendu V. Zelensky expressément demander des chars Leclerc, des Mirages ou des Rafales. Mais cette autre limitation structurelle fait planer un grand doute sur la possible production militaire de masse. En effet, nous pourrions produire d'avantage mais sans l'agrément de nos « partenaires » (qui s'apparentent plutôt à des concurrents quand il s'agit de défense) nous pourrions par exemple nous retrouver avec des stocks de munitions invendables dont, en outre, les limites de péremption obligeraient la défense française à les utiliser pour l'entraînement des forces. Le résultat serait donc négatif car, dans le même temps, nous n'aurions pas produit les biens que les autres pays nous demandent. Un échec ferait courir un risque à nos entreprises dont l'image en souffrirait clairement à l'international, ce qui nuirait aussi à la France.

Un domaine où la standardisation peut jouer un rôle clé est la technologie de défense. Investir dans des normes communes favorise l'interopérabilité entre les forces armées et simplifie la collaboration internationale. La France et l'Europe peuvent bénéficier en imposant leurs propres normes, créant ainsi des opportunités uniques sur le marché mondial et stimulant leur industrie de défense. Le but avoué serait de ne plus dépendre des Américains et ne pas les laisser imposer leurs normes.



L'ENJEU DE LA DEPENDANCE INDUSTRIELLE

La transformation d'une économie en économie de guerre suppose une collaboration accrue entre les nations alliées. En effet, **avec la diversification des armements que cela soit pour l'Armée de terre, la Marine et l'Armée de l'air et de l'espace**, les besoins sont devenus trop diversifiés pour tout produire chez nous, ce qui rend l'Armée française fortement dépendante de puissances étrangères. Passer en économie de guerre pour produire les articles et matériels nécessaires impose de mobiliser une capacité industrielle beaucoup plus importante qu'au XXème siècle car il faut tout reconstruire, tout en maintenant nos engagements industriels sur ce que nous produisons déjà. Par conséquent, **d'alliés, préférentiellement européens pour passer en économie de guerre afin de soutenir un effort global et de la coopération entre les Gouvernements, mais également au niveau des acteurs économiques**, et ce dans chaque filière et branche avec des acteurs qui seront clients et/ ou fournisseurs.

L'intérêt de se concentrer uniquement sur l'industrie militaire est réducteur, voire risqué. Durant les dernières décennies rien n'a été fait pour faire de la France une place forte de la production industrielle ; en brusquant les choses on risque non seulement la surchauffe mais aussi une fragilisation des entreprises françaises qui auraient transformé leurs activités. Pour les industries installées dans des productions proches technologiquement et dont l'expansion vers des industries de défense peut être défendue à l'international, comme l'industrie automobile ou manufacturière de l'aviation, l'expérience peut sans doute être tentée. En revanche, les industries plus éloignées du domaine militaires pourraient souffrir de cette diversification pour deux raisons. Tout d'abord elles ne seraient pas considérées comme étant totalement crédibles, ce qui empêcherait de voir leurs ventes décoller tout en dégradant leur image dans leur domaine d'excellence originel. En conclusion, il faut donc capitaliser sur les compétences existantes et développer raisonnablement l'ouverture à d'autres entreprises.



L'ENJEU DE LA COMPETENCE INDUSTRIELLE

En se perdant ainsi dans de nouvelles compétences, **il y a un risque de perte de compétences spécialisées, parfois séculaires**. Nous voulons bien sûr parler des compétences dont nous disposons dans d'autres industries reconnues à l'étranger qui souffriraient de cet intérêt nouveau pour la défense. Leurs employés qualifiés pourraient choisir de quitter la France, faute de promesse d'un avenir radieux et ce seraient nos concurrents qui profiteraient de cette fuite des cerveaux. Ce déficit de talents négatif sur le long terme l'est également sur le court terme pour deux raisons : l'expertise ne se construit pas en quelques jours, et les compétences perdues le sont quasiment définitivement car leur reconquête est un processus coûteux dans tous les sens du terme.

Une autre limitation, d'ailleurs liée à la question des normes évoquée *supra* est celle **de la propriété intellectuelle qui est l'objet d'une guerre sans merci au niveau international**. Se lancer à corps perdu dans l'industrie militaire et de défense, surtout en ce qui concerne l'intelligence artificielle, l'espace, les nouveaux entrants et les drones, c'est aussi être capable de déposer de nombreux brevets et surtout de les défendre au niveau international. Il faut que nos gouvernants changent de paradigme et qu'ils soient capables de défendre notre savoir et notre industrie, sans faillir. A cet égard, il faut aussi attirer de nouveau talents en France pour pouvoir déposer de nombreux brevets et permettre à notre appareil industriel de décoller

L'ENJEU DE COOPERATION ENTRE LES ETATS-NATIONS

La dynamique de la coopération internationale dans les conflits modernes constitue un enjeu crucial pour le redémarrage de notre appareil productif industriel de défense. L'histoire nous enseigne les leçons des coopérations réussies, soulignant l'importance d'une vision partagée et de la confiance entre partenaires. Dans ce contexte, **les institutions multilatérales telles que l'ONU, l'OTAN et l'UE jouent un rôle pivot, tandis que les défis de communication en temps de crise, la rapidité de la diffusion de l'information et la menace de la désinformation nécessitent une réponse concertée**. Ainsi, la France devrait se servir de cela pour réaffirmer sa place de leader militaire et diplomatique en Europe.



Les **coopérations réussies ont souvent été le résultat d'une vision partagée entre les nations impliquées**. Lors de la Seconde guerre mondiale, par exemple, les Alliés ont démontré l'efficacité de la collaboration en partageant une vision commune de la libération de l'Europe du joug nazi. Des projets ambitieux, tels que le débarquement des alliés en Normandie ont nécessité une planification minutieuse, une répartition des ressources et une coordination étroite entre les forces alliées qui ont utilisé du matériel innovant, parfois déployé pour la première fois. Des experts militaires soulignent que cette expérience historique offre des enseignements précieux pour la nécessité actuelle de coopération dans le redéploiement industriel de défense.

La **vision partagée doit également s'étendre aux institutions multilatérales et internationales**. L'ONU, en tant que forum mondial, offre une agora où les nations peuvent discuter, coordonner et potentiellement y résoudre leurs différends. L'OTAN et l'UE fournissent des cadres spécifiques pour la coopération militaire et économique. Les avantages de ces institutions imparfaites se manifestent néanmoins dans leur capacité à aligner les intérêts, faciliter le partage des charges et promouvoir la stabilité mondiale. Les crises contemporaines, telles que la pandémie de COVID-19, soulignent la nécessité de renforcer ces mécanismes de coopération internationale.

Cependant, la communication en temps de crise demeure un défi majeur. **La rapidité de la diffusion de l'information peut amplifier les tensions et provoquer des réactions impulsives amplifiées par les réseaux sociaux**. Des experts notent que la gestion efficace de la communication exige une coordination étroite entre les acteurs nationaux et internationaux. La confiance entre partenaires étant un élément essentiel pour garantir la transparence et contrer les dangers de la désinformation, qui peuvent compromettre la stabilité et la coopération. **La désinformation représente ainsi une menace croissante, avec des acteurs étatiques et non-étatiques qui n'hésitent pas à exploiter les médias et autres plateformes en ligne pour manipuler les opinions publiques**. Dans un monde idéal, la lutte contre cette désinformation nécessiterait une collaboration internationale renforcée, avec des mécanismes de partage d'informations et des



réponses coordonnées pour contrer les narratives trompeuses. Dans cette perspective, la transparence est cruciale.

L'équilibre entre coopération et compétition est délicat mais essentiel. **La compétition stimule l'innovation et l'efficacité, tandis que la coopération garantit la sécurité collective et une certaine résilience face aux menaces.** Trouver le juste équilibre nécessite une vision stratégique partagée, une communication transparente et une confiance mutuelle.

En conclusion, **les coordination et coopération aux niveaux nationaux et à l'international en temps de crise ou guerre, mais aussi dans le cadre d'un redéploiement industriel de défense, sont impératives.** Les leçons des coopérations réussies, la nécessité d'une vision partagée, l'importance des institutions multilatérales, les défis de la communication en temps de crise, la rapidité de la diffusion de l'information, la confiance entre partenaires, les dangers de la désinformation, l'importance de la transparence, les avantages de la standardisation et l'équilibre entre coopération et compétition sont autant d'aspects cruciaux à considérer pour assurer la sécurité mondiale et la prospérité économique.

LES LIMITES DU REDÉPLOIEMENT DE CAPACITES INDUSTRIELLES PERDUES

Nous l'avons mentionné, le passage en économie de guerre supposerait un rapatriement des filières de production industrielle dans des délais très courts. Ainsi, **il apparaît un hiatus fondamental entre les cycles industriels traditionnels à rapatrier (environ 5 à 7 ans) et les besoins très courts des armées à 1 à 3 ans maximum.** L'exemple de la Seconde guerre mondiale est probant : les pouvoirs publics n'ont eu que moins de 3 ans pour relancer leur appareil productif. Les Etats-Unis ont mis quelques mois à passer à en économie de guerre à partir de janvier 1942 pour être opérationnel sur les deux théâtres d'opération.



La transition vers une économie de guerre ou le redémarrage rapide de l'appareil productif industriel de défense soulèvent des défis complexes, nécessitant une analyse approfondie des limites et des leçons tirées des expériences passées. Il existe des aspects cruciaux qu'il faut aborder, comme **les défis logistiques, les risques d'erreurs dans la précipitation, les retours d'expérience de la crise sanitaire, l'importance de l'évaluation post-crise, la durabilité des solutions de crise et la préparation pour les crises futures.**

LA REPONSE A LA CRISE : LOGISTIQUE ET PROCESSUS INDUSTRIELS

Le redéploiement rapide d'une économie vers la production de défense pose des défis logistiques considérables. **La reconfiguration des chaînes d'approvisionnement, la mobilisation des ressources humaines et matérielles, et la coordination efficace entre les différentes entités gouvernementales et industrielles sont des éléments critiques.** Selon les théories logistiques, une planification minutieuse et une gestion proactive sont essentielles pour surmonter ces défis.

Des exemples concrets de la Seconde Guerre mondiale illustrent ces défis. La conversion rapide des usines civiles en installations de production militaire aux États-Unis a exigé une coordination sans précédent. **L'expérience montre que la planification préalable, l'identification des goulots d'étranglement potentiels et la flexibilité des stratégies logistiques sont cruciales pour garantir un redéploiement rapide et efficace.**

La pression pour redémarrer rapidement l'appareil industriel de défense peut entraîner des erreurs significatives. Des décisions prises dans la hâte, sans analyse approfondie, peuvent entraîner des inefficacités, des coûts élevés et autres conséquences imprévues. L'expert en gestion des risques, **Nassim Nicholas Taleb**, souligne que la précipitation peut augmenter le potentiel de "cygne noir" - des événements rares et imprévisibles ayant des conséquences massives.



Cette gestion des risques se retrouve deux points précis :

- **La sécurité des travailleurs et leur formation** : le passage à l'économie de guerre suppose une refonte de la législation sur le travail, notamment sur les horaires pour parvenir aux objectifs fixés par les pouvoirs publics comme dans les plans Blum et Daladier. Or, cela nécessite des protocoles de sécurité stricts, une formation adéquate et des équipements de protection appropriés. Plusieurs réglementations spécifiques aux industries de l'armement devraient ainsi être transposées dans les entreprises "converties" à l'économie de guerre ;
- **La sécurité des sites industriels** : le passage à une économie de guerre suppose de démultiplier les sites stratégiques, notamment dans un pays comme la France qui ne dispose pas de la profondeur géographique des Etats-Unis. En effet, si les Etats-Unis avaient fait le choix de regrouper une partie de complexe militaro-industriel dans le désert du Nevada, un tel choix paraît difficile pour la France au regard de l'aménagement de son territoire.

L'exemple de la crise du COVID-19 met en lumière ces risques. Les achats hâtifs de matériel médical ont conduit à des problèmes de qualité, des surcoûts et des litiges. Les erreurs dans la gestion des stocks, résultant de décisions prises sous pression, ont amplifié les défis logistiques. Ainsi, **la prudence et la réflexion stratégique sont nécessaires pour éviter les risques inhérents à la précipitation.**

LES RETOURS D'EXPERIENCE DE LA CRISE SANITAIRE :

La pandémie mondiale a fourni des retours d'expérience précieux sur la gestion de crises d'ampleur. Les experts soulignent l'importance d'une coordination intersectorielle et internationale, ainsi que la nécessité de tirer des leçons rapidement pour ajuster les stratégies en cours de route. La rapidité d'adaptation et la flexibilité ont été des éléments clés dans la lutte contre la crise sanitaire. **Les théoriciens de la gestion de crise, tels que Karl E. Weick, mettent en avant le concept de "sensemaking", soulignant la nécessité de créer un sens commun dans des situations de crise complexes.** Les gouvernements et les industries doivent être agiles et s'adapter en temps réel. Les enseignements de la crise



sanitaire devraient aider à renforcer leur capacité à faire face aux situations d'urgence.

De ce fait, **il est nécessaire de dresser un bilan de notre capacité à rapatrier des chaînes de production industrielle.** Une évaluation approfondie post-crise est cruciale pour identifier les réussites et les échecs du redéploiement rapide. Les experts en gestion de crise insistent sur la nécessité de prendre du recul et d'analyser objectivement les actions entreprises. L'évaluation post-crise permet en effet de comprendre les facteurs qui ont contribué ou entravé le succès, facilitant ainsi des ajustements pour l'avenir.

LA PREPARATION DES PROCHAINES CRISES

Au-delà de l'analyse de la réponse médicale à la crise sanitaire, nous devons aussi en tirer des enseignements quant à la réindustrialisation d'une part, et la gestion de crise d'autre part.

Les solutions de crise doivent d'abord être durables sur le long terme en privilégiant la réindustrialisation. **Les actions prises pour redémarrer l'appareil industriel de défense doivent éviter de compromettre la stabilité économique, sociale et environnementale.** Les experts en développement durable insistent sur la nécessité de prendre en compte les dimensions économiques, sociales et environnementales dans la planification des actions post-crise.

Les leçons de la crise environnementale démontrent l'importance de la durabilité. **Les solutions qui sacrifient l'environnement pour des gains à court terme peuvent entraîner des conséquences dévastatrices.** Appliquer cette perspective à la redéfinition rapide de l'économie vers une orientation de défense nécessite une approche holistique et orientée vers le long terme.

Enfin, la préparation pour les crises futures qui ne manqueront pas d'advenir est un aspect fondamental, voire vital pour la nation. Les experts en gestion des risques soulignent l'importance de l'anticipation et de la prévention. **Une planification**



stratégique à long terme, l'investissement dans la résilience des infrastructures et la mise en place de mécanismes de réponse rapide sont autant d'éléments essentiels pour préparer une nation à faire face aux défis futurs. Les exemples de pandémies passées, tels que la grippe espagnole, indiquent que la préparation est la clé pour atténuer l'impact des crises futures. Appliquer ces principes à la transition vers une économie de guerre garantit une préparation adéquate pour les défis sécuritaires à venir.

En conclusion, **les limites et les leçons du redéploiement rapide dans une économie de guerre soulignent la nécessité d'une approche réfléchie et stratégique.** En surmontant les défis logistiques, en évitant les risques d'erreurs dans la précipitation, en tirant des retours d'expérience de la crise sanitaire, en effectuant des évaluations post-crise, en favorisant la durabilité des solutions et en se préparant aux crises futures, les nations peuvent mettre en œuvre des stratégies robustes pour assurer la sécurité et la prospérité à long terme.



PASSER EN ECONOMIE DE GUERRE POUR SOUTENIR L'UKRAINE ?

PRIVILEGIER LA RELANCE DE LA BITD⁶ POUR SOUTENIR L'UKRAINE

L'UKRAINE EST EN TRAIN DE PERDRE LA GUERRE

L'Ukraine est en train de perdre la guerre comme nous l'affirmons dans une précédente note datant de février 2024. **Nous y décrivions quatre scénarios potentiels du conflit dont trois défavorables à l'Ukraine, avec au regard des récentes évolutions l'émergence du scénario du pire pour ce pays.**

Scénario 1 : Une guerre de position qui vérifie notre hypothèse de coréanisation du conflit

Le déroulé de l'année 2023 confirme notre analyse de l'année dernière sur **la coréanisation du conflit** (un conflit figé sans vainqueur et sans négociation qui se rapproche de la guerre de Corée) :

- **La guerre de mouvement s'est transformée en une guerre de position** avec des fronts figés au Nord-Est, au Centre-Est, au Sud-Est et au Sud avec peu de gains territoriaux ;
- **Un durcissement des positions avec des acteurs** qui surenchérissent en termes de moyens humains et militaires sans parvenir à obtenir des résultats majeurs ;
- **Une aide occidentale pour l'Ukraine qui s'effrite** : la présidentielle américaine devrait recentrer les États-Unis sur des problématiques intérieures comme lors des *Midterms* de 2022 et l'Europe n'est pas en

⁶ Base industrielle et technologique de défense



mesure de se substituer aux États-Unis malgré son plan de 57 milliards d'euros d'aide :

- Cette aide est limitée sur le plan militaire car elle ne vise pas à financer l'effort de guerre ukrainien mais plutôt à soutenir le redressement, la reconstruction et la modernisation de l'Ukraine ;
- Les leaders occidentaux doivent composer avec la fatigue des opinions publiques occidentales, la crise économique marquée par une perte de pouvoir d'achat des ménages en raison de l'inflation, la multiplication des fronts (Moyen-Orient, Taiwan, etc.) ou l'émergence de forces politiques hostiles au soutien à la guerre en Ukraine.
- La Russie a mieux résisté que prévu aux sanctions occidentales et certaines prévisions de croissance pour 2023 (+1,5% selon la Berd) sont supérieures à celles pour la Zone euro (+0,7%).

Scénario 2 : Une offensive russe pour conclure les deux objectifs stratégiques de Poutine

Vladimir Poutine s'était fixé deux objectifs stratégiques lors de son invasion en Ukraine :

- Objectif 1 : **Aboutir à une continuité territoriale de la Crimée jusqu'à la Russie en défendant les Républiques séparatistes de Donesk et Lougansk.** Nous pensons qu'il a de grandes chances de parvenir à cet objectif au cours du prochain semestre :
 - Sur le plan des moyens, le régime Russe reconstitue ses forces grâce à la conversion de son économie en économie de guerre (5% du PIB pour les dépenses militaires) alors que l'Ukraine ne dispose pas d'autant d'atouts sans le soutien occidental ;
 - Sur le plan territorial, la Russie a annihilé la contre-offensive ukrainienne et a renforcé ses positions autour de la route de Kiev à Zaporijjia.
- Objectif 2 : dénazifier et démilitariser l'Ukraine. Nous pensons qu'il ne parviendra pas à remplir ces deux objectifs au cours de l'année :
 - Pour la dénazification, cela supposerait de renverser Volodymyr Zelenskyy ce qui entraînerait un regain d'intérêt dans les opinions



publiques occidentales qui conduirait les gouvernements occidentaux à redoubler d'efforts pour l'Ukraine ;

- Pour la démilitarisation, cela nécessite une victoire militaire d'ampleur, ce que la coréanisation du conflit empêche pour l'année 2024, même si ce scénario tend à être de plus en plus réaliste.

Scénario 3 : Une négociation et la cessation de territoires par l'Ukraine

Ce scénario nous paraît peu probable pour l'année 2024 :

- Pour qu'il y ait négociations, il faut que les 2 parties prenantes y aient un intérêt. Or, ce n'est pas le cas :
 - L'Ukraine reste attachée à sa volonté de retrouver ses frontières de 1991 (Crimée incluse). Revenir sur ce point constituerait la fin de la vie politique de Zelensky qui incarne la résistance ukrainienne ;
 - La Russie reste attachée aux deux objectifs (continuité terrestre jusqu'à la Crimée et dénazification/démilitarisation de l'Ukraine) car Poutine se veut défenseur des populations russophones. Tant que les négociations ne portent pas sur ces deux points, il ne négociera pas.
- Pour parvenir à cela, il faut que les deux nations y soient contraintes. Seul un événement extérieur peut contraindre les deux pays :
 - Pour l'Ukraine, l'arrêt ou l'effritement de l'aide internationale. Cela s'appuie sur plusieurs éléments : un échec de la contre-offensive, la multiplication des fronts avec Israël et une situation économique compliquée.
 - Pour la Russie, peu de facteurs pourraient conduire à une évolution de la situation si ce n'est l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche. En effet, Vladimir Poutine possède les capacités de maintenir son effort de guerre. Sur le plan politique, Poutine est plus fort que jamais.

Scénario 4 : un soutien occidental massif pour inverser le cours du conflit



Zelensky veut retrouver les frontières de 1991. Une telle victoire ukrainienne ne sera possible que si l'Occident continue de soutenir financièrement et matériellement l'Ukraine :

- L'Ukraine est très dépendante de l'aide occidentale et surtout américaine. Pourtant cette aide pourrait ne pas être suffisante et la fatigue occidentale, couplée à des lacunes au niveau industriel et de production, pourrait mettre à mal les ambitions ukrainiennes
- De son côté, en plus d'avoir transformé son économie pour soutenir l'effort de guerre, Poutine est également cherché le soutien d'autres puissances comme la Corée du Nord afin de bénéficier d'une aide supplémentaire. Seulement, le pays peut faire face à des révoltes internes notamment dans le Caucase car de nombreux conscrits de fore sont originaires de ces régions. Ainsi, **un mécontentement généralisé dans les États musulmans du Caucase pourrait affaiblir le régime sur le plan intérieur (révoltes internes) et sur le plan externe (affaiblissement des relations avec les États musulmans alors que la Russie en a besoin pour soutenir son effort de guerre).**

Seulement, au regard du rapport de force à ce point en défaveur de l'Ukraine ce n'est pas un soutien supplémentaire dont a besoin le régime, mais un **soutien massif**. Pour que ce soutien se concrétise il faut :

- Que les pays occidentaux votent davantage d'aides à un niveau jamais atteint jusqu'à présent ;
- Que les Européens soient en mesure de soutenir l'Ukraine en fournissant des armes de bonne qualité et non endommagées. Cela implique une relance de l'appareil industriel de défense
- Que les Occidentaux soient en mesure d'aider l'Ukraine à produire et à passer en économie de guerre.

Dans ce contexte, nous voyons qu'il est nécessaire pour que l'Ukraine ne l'emporte qu'il faille une montée en charge massive du soutien militaire occidental. Or, l ne suffit pas de décréter la mise en œuvre d'une économie de guerre pour qu'elle devienne une réalité. En effet, **ce processus est non seulement complexe mais il est également soumis à de nombreuses contraintes**, notamment en France.



PRIVILEGIER LA RELANCE DE LA BITD

Pour qu'une économie de guerre puisse être mise en place il faut que celle-ci s'inscrive dans le temps long, ce qui est une question complexe. Par exemple, c'est bien le soutien logistique américain à l'Ukraine qui permet de poursuivre la guerre là-bas.

Ainsi, **un redéploiement intégral de notre industrie pour soutenir l'effort de guerre ukrainien comporterait des risques puisque la poursuite ou l'arrêt de ce conflit dépend de décisions souveraines de pays tiers qui ne demanderaient pas nécessairement l'avis de la France.**

Deuxièmement, **la population doit se sentir concernée par la guerre pour accepter de participer à un effort de production massif de matériel militaire.** Par exemple, la population russe se sent impliquée car elle estime que son pays est attaqué et parce que nombre d'entre eux connaissent au moins une personne engagée dans l'effort de guerre national. À l'inverse, **les Français se désintéressent petit à petit du sort de l'Ukraine, ce qui complexifierait la mise en œuvre d'un redéploiement industriel de masse en France.**

Pourtant, ce conflit nous a permis de voir que les produits industriels et armes français ont du succès en Ukraine, par leur fiabilité mais surtout parce qu'ils répondent aux besoins de l'armée ukrainienne. **On peut citer le canon CAESAR⁷ ou les véhicules blindés légers que la France a fourni à l'Ukraine.** L'offre française existe et même si nos capacités de production ne sont pas comparables à celles des Russes, des Chinois ou des Américains, il y a une demande qui devrait nous inciter à produire davantage ; mais le pouvons-nous ? Telle est la question.

⁷R Camion équipé d'un système d'artillerie



L'offre française actuelle de la BITD⁸:

- L'industrie de défense française est composée d'environ 9 grands groupes et plus de 4 000 PME, dont 450 sont considérées comme stratégiques.
- Ce secteur industriel représente plus de 200 000 emplois de haute technicité non délocalisables.
- Le chiffre d'affaires de l'industrie de défense s'élève à 15 milliards d'euros (hors activités de maintenance).
- Le secteur de la défense contribue positivement à la balance commerciale de la France, aux côtés de l'aéronautique.
- Dans certaines régions, le secteur de la défense représente plus de 7 % des emplois industriels.
- La croissance forte du budget militaire depuis la mise en œuvre de la Loi de programmation militaire 2019-2025 crée des défis, mais la DGA vise à préserver les compétences et la compétitivité de l'industrie de défense française.

Repenser notre modèle industriel pour produire davantage et accélérer nos efforts dans la recherche et le développement, nous permettrait de gagner sur plusieurs fronts. D'une part en assurant notre croissance économique répondant à une forte demande de produits de qualité à haute valeur ajoutée. Mais aussi, en renforçant, voire en accroissant notre indépendance stratégique, ce qui renforcerait notre industrie stratégique qualitative et nous permettrait de mieux faire face à l'emprise américaine. **Ceci passe par une mobilisation sans faille de notre base industrielle et technologique de défense⁹ (BITD), ce qui permettrait de démultiplier les synergies avec les acteurs industriels civils d'importance et de renforcer le marché à l'export et la compétitivité de la France.** Par exemple, nous savons que l'Intelligence Artificielle et les drones sont d'importance majeure dans cette guerre. **En devenant très compétitif sur ce point nous pourrions faire de la France un champion dans ces domaines avec des entreprises civiles qui, profitant du**

⁸ <https://www.defense.gouv.fr/dga/nos-missions/developper-bitd-francaise-europeenne>

⁹ La BITD regroupe 4000 entreprises au sens large dont environ 2000 qui en constituent le « cœur exportateur » organisé autour de 8 grands « donneurs d'ordres ». Elle représente 200 000 personnes et génère 30 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Elle soutient le BITDE (Européenne) au travers notamment du travail de l'Agence Européenne de Défense (AED). Nota : en 2022, la France représentait plus de 10% des ventes d'armes au niveau mondial, 3^{ème} derrière les USA et la Russie.



savoir-faire militaire, pourraient devenir des champions mondiaux en exportant des systèmes technologiques dits à double-utilisation¹⁰ civile et militaire.

LES AVANTAGES À LONG TERME D'UN REDÉPLOIEMENT INDUSTRIEL

Sur le long terme le redéploiement de notre base industrielle de défense serait positif et pas uniquement grâce à l'aide fournie à l'Ukraine et des aspects géopolitiques. Nous pourrions profiter de cette réindustrialisation et disposer d'une base industrielle de défense forte et résiliente serait un avantage non négligeable dans le climat actuel de réindustrialisation.

LA FRANCE POURRAIT REPRENDRE LE LEADERSHIP EUROPEEN

Un des problèmes de notre nation réside dans notre incapacité à être leader de l'Union européenne à cause de notre déclin industriel, notamment vis à vis de l'Allemagne. La réorientation du projet européen à partir du couple Kohl--Mitterrand a conduit à avoir l'Allemagne comme leader du projet économique européen et la France comme leader politique et militaire. Or, **alors qu'elle demeure la puissance militaire industrielle européenne la plus complète, cela ne se retranscrit pas puisque la voix de la France en Europe et dans le monde a faibli**, sans oublier que nos alliés d'outre-Rhin contestent toute domination militaro-industrielle de la France.

La relance industrielle de notre complexe militaro-industriel **permettrait de renforcer la position stratégique de la France pour la rendre davantage crédible sur le plan européen pour trois raisons**. Tout d'abord en diminuant sensiblement la dépendance de notre pays vis-à-vis des fournisseurs étrangers, ce qui permettrait de mieux maîtriser notre souveraineté et notre sécurité (1). Deuxièmement, en renforçant la compétitivité française, ce qui permettrait d'exporter davantage en créant davantage d'emplois, l'industrie aurait plus de ressources intellectuelles

¹⁰ En anglais : « *Dual-use technology* »

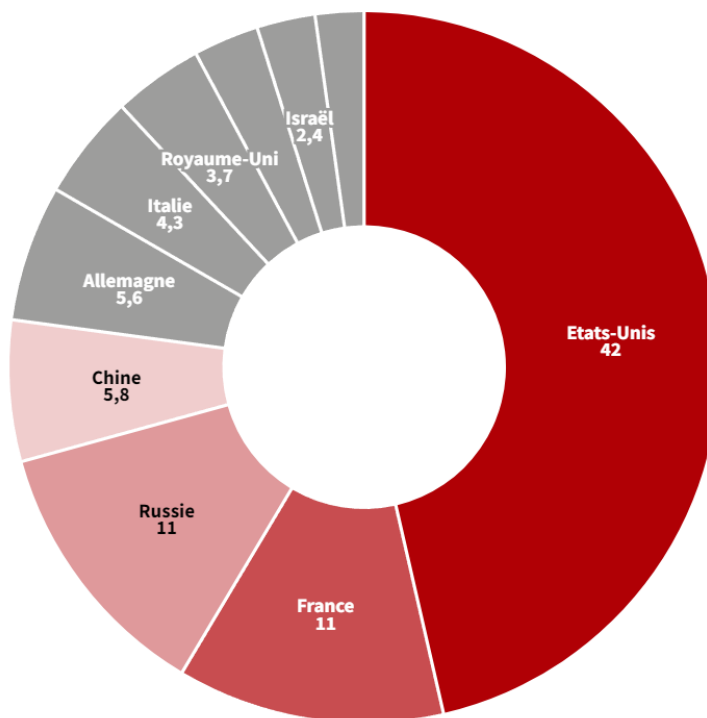


pour innover, ce qui nous ferait entrer dans un cercle vertueux (2). Troisièmement, en « re » développant les territoires et régions directement touchés par la désindustrialisation et créer de nouvelles activités économiques (3) en redynamisant des régions en voie de désindustrialisation, notamment : **l'Occitanie et la Nouvelle-Aquitaine, régions qui ont les plus été touchées par les mobilisations des Gilets Jaunes**. Une partie de la “France du vide” pourrait voir se réimplanter des usines.

Ce faisant, **la France pourrait, peut-être, se donner une chance de devenir le leader européen et de confirmer, voire d'améliorer sa position à l'international** dans le domaine de la défense en créant de nouveaux emplois qualifiés et bien rémunérés. En effet, notre BITD est déjà très intégrée au niveau international.

Figure 3 – **Part des exportations mondiales d'armements militaires par pays depuis 2019¹¹**

Part dans les exportations mondiales d'armements, en % sur la période 2019-2023



¹¹ [La France devient le deuxième exportateur mondial d'armes](#), Les Echos, Source : SPIRI, mars 2024.



En 1960, la production française d'armement exportée représentait 8% de notre production contre près de 30% aujourd'hui. Or, plus nous augmentons la part des exportations, plus le monde est dépendant de la France, ce qui renforce notre position stratégique. A ce titre, la France est déjà le 2e pays exportateur d'armes dans le monde comme le montre le graphique ci-dessus.

UN EFFET MULTIPLICATEUR

La résurrection de notre industrie de la défense aura des bienfaits allant bien au-delà de la puissance de notre industrie de défense. Car nous savons que le tissu industriel et social sera dopé par le renouveau de la BITD puisque de nombreuses entreprises deviendront sous-traitants.

D'une part, il convient de rappeler que chaque euro investi dans la défense nationale génère des retombées économiques positives. Bien évidemment, un travail d'investissement et de redéploiement de la base industrielle française de défense ne garantirait pas de gains systématiques et à même hauteur. Certaines entreprises seront plus gagnantes que d'autres ; tout dépend de la niche industrielle explorée. Car nous pouvons déjà dire que l'activité économique de l'entièreté du secteur sera stimulée puisque des économistes spécialisés nous expliquent que **la valeur du multiplicateur de croissance de l'investissement de défense est en moyenne de 1,27 à court terme, et 1,68 à long terme.** Nous savons aussi que retour fiscal et social de l'investissement de défense est en moyenne de 50% au bout de deux ans et de 100% après plusieurs années. Selon une étude du Cercle des économistes, le multiplicateur de dépense publique sur le PIB pourrait même atteindre 2 au bout de 10 ans dans le secteur de la défense en France au regard de l'intégration de cette filière dans notre économie. Par conséquent, **chaque milliard d'euros investi dans la BITD génère 2 milliards d'activité (PIB) supplémentaire au bout de 10 ans.**

En soutenant de la sorte l'Ukraine, **nous stimulerions par la même occasion notre production industrielle nous nous positionnerions davantage comme un des leaders mondiaux de l'industrie de défense.** En corolaire, nous pourrions



renforcer le marché de la défense et l'effort de coopération en Europe. Par des coopérations accrues, nous serions en mesure de renforcer notre position et influence à l'international et de stimuler le marché de la défense européenne et inciter d'autres pays à produire et nous aider ce qui créerait des synergies et serait à l'origine d'effets de levier. Nous entrerions ainsi dans un cercle vertueux qui nous verrait profiter davantage de cette politique. Cette ébullition pourrait servir de catalyseur et faire de la défense et de la sécurité une priorité européenne. Une opportunité pour la France qui a toujours milité pour une prise de conscience en Europe sur ce point pour s'émanciper un peu de l'influence américaine.

Cette augmentation du revenu pour nos acteurs de la filière permettra de **stimuler l'innovation et la création de nombreuses entreprises civiles par un effet de synergie**. Permettant ainsi de stimuler les énergies et de redevenir un « premier faisant » dans des secteurs innovants et de pointe ayant pour conséquence de faire rayonner la France au-delà de l'industrie de la défense. En effet, l'industrie de défense a été à l'origine de nombreuses ruptures technologiques utilisés désormais dans le civil comme le GPS, la radio ou les liaisons de données. Or, le XXIème siècle sera marqué par la course au progrès au sein duquel la bataille de l'innovation sera prépondérante. Préparer notre industrie militaire à dominer les prochaines ruptures technologiques sera une bonne chose pour l'avenir.

UNE COLLABORATION AVEC L'UKRAINE UTILE SUR LE PLAN ECONOMIQUE

Nous devons renouer avec un esprit pragmatique et réaliste. Le soutien à l'Ukraine ne sera pas gratuit. Comme les Etats-Unis avec l'Europe lors des deux guerres mondiales, notre soutien économique à l'effort de guerre Ukrainien peut nous être bénéfique pour 3 raisons :

- 1) Un soutien financé par l'endettement ukrainien :

A titre d'exemple, **le plan Marshall de 1947 était composé à 85% de subventions, mais à 15% de prêts**. Avec les différents rééchelonnements de la dette, les Alliés ont mis plusieurs années à rembourser ces prêts. La France a terminé ses remboursements en 1962, l'Allemagne en 1971 et le Royaume-Uni ... en 2006. Cela nous place en situation de force. Ainsi, nous encaisserons d'une part, les intérêts liés



au crédit pour nos acteurs bancaires, et d'autre part, nous bénéficierons des revenus liés à l'activité générée par la reconstruction de l'Etat ukrainien.

2) Un accroissement de la dépendance industrialo-militaire de l'Ukraine :

Au-delà de l'aspect financier, le soutien de l'effort de guerre ukrainien dans un contexte où les Etats-Unis se désengagent progressivement, **permettra de fidéliser un client potentiel**. Au regard de la menace existentielle que représentera la Russie après la guerre en Ukraine, ces derniers devront continuer à réinvestir massivement dans leur armée pour éviter un nouveau traumatisme "24 février 2022".

3) Des partenariats pour reconstruire l'Ukraine

Avec un soutien plus important à l'effort de guerre ukrainien, **les relations entre France et Ukraine n'en sortiraient que renforcées**. Alors que les deux pays peuvent sembler éloignés sur certains points et alors que V. Zelensky préfère clairement les Etats-Unis car ils fournissent d'avantage d'armes et de fonds, cette politique pourrait changer énormément de choses. Dans l'immédiat un tel lien renforcé augmenterait nos chances d'obtenir une place de choix et de construire des partenariats d'envergure, notamment dans un contexte de reconstruction de l'Ukraine.

Nous pouvons ainsi considérer qu'une relance de notre appareil industriel est une solution viable pour soutenir l'effort de guerre en Ukraine. Pour cela, il faut se montrer stratégique et répondre à certains besoins de l'Ukraine pour être sûr de trouver des débouchés et que cette politique soit viable sur le long terme.



COMMENT CONCRETEMENT PASSER EN ECONOMIE DE GUERRE EN RELANÇANT NOTRE BITD ?

La France a longtemps profité des “dividendes de la paix” pour reprendre l’expression de Laurent Fabius. De ce fait, **elle a considérablement réduit ses dépenses militaires au point que celles-ci ne pèsent désormais que 1,4% du PIB avant la dernière loi de programmation militaire (LPM)**. Ainsi, notre complexe militaro-industriel est très loin des standards de la haute intensité militaire.

Alors que s’opèrent de nouvelles mutations avec des Etats qui privilégient davantage la logique du rapport de force à la logique de concertation et une diversification des menaces militaires, **la France doit prendre la mesure de la guerre en Ukraine pour opérer un réarmement massif en relançant d’abord notre BITD**. Cela doit poursuivre deux objectifs :

- Un **objectif de souveraineté** : être en mesure de pouvoir passer en économie de guerre n’importe quand en cas de menaces exogènes ;
- Un **objectif de soutien à l’Ukraine pour qu’elle puisse gagner la guerre** : augmenter massivement le soutien militaire occidental à l’Ukraine est une condition sine qua non de sa victoire. Autrement, nous sommes condamnés à voir l’autocrate Vladimir Poutine accomplir ses objectifs de guerre : conserver 20% du territoire ukrainien sous des Républiques fantoches, neutraliser l’Ukraine et dénazifier le régime.

Seulement, au regard de sa dimension stratégique et du poids des décisions à prendre, la relance de notre BITD pour soutenir l’effort de guerre ukrainien doit être réalisée selon une stratégie précise, déclinée en 3 volets : identifier les besoins essentiels de l’Ukraine (1), créer les conditions financières et humaines du cadencement industriel et de la montée en charge (2) et enfin faire tourner de façon endogène le complexe militaro-industriel (3).



VOLET 1 : IDENTIFIER LES BESOINS ESSENTIELS DE L'UKRAINE

Brièvement, nous pouvons dire qu'à l'heure actuelle l'Ukraine a **un besoin d'armes, de munitions et de matériel militaire divers qu'elle n'est pas en mesure de produire massivement pour répondre à ses besoins**. Sans l'aide américaine Volodymyr Zelensky serait dans l'incapacité de maintenir l'effort de guerre et l'aide européenne n'est pas suffisante pour se substituer à la générosité américaine, d'autant plus que l'aide européenne est principalement orientée vers des programmes de développement, de l'humanitaire et un soutien financier.

La guerre en Ukraine est appelée à durer de longs mois encore car **aucun camp ne semble capable de prendre clairement l'avantage et aucune des parties-prenantes ne souhaite, pour l'heure, négocier**. Il semble donc qu'une victoire ou une déclaration de paix semblent impossibles à obtenir sur le court-terme.

La BITD ne pourra se renforcer que si la guerre continue et il semblerait que, malheureusement mais opportunément, toutes les conditions soient réunies pour ça. Pour autant, il faut se montrer mesuré et réaliser qu'une relance stratégique et pragmatique de l'appareil industriel de défense doit se faire méthodiquement **en se concentrant d'abord sur les domaines où la France peut s'imposer comme étant un fournisseur fiable avant de couvrir d'autres éventuels besoins et d'entrer en concurrence avec nos alliés**.

CIBLER LES SUCCES NATIONAUX POUR ETRE UN PARTENAIRE FIABLE

Le matériel d'origine française déjà livré à l'Ukraine a marqué les esprits par sa qualité, notamment opérationnelle, ce qui montre que le théâtre ukrainien est une vitrine pour notre armement qui pourrait séduire d'autres pays.

Dans le domaine de l'armement, le thème des munitions est crucial. En effet, **5 000 obus de 155 millimètres sont tirés chaque jour en Ukraine. Nexter, la seule usine française de production d'obus en produit 630 par semaine !** La relance d'une



production de masse mais de qualité est donc une nécessité car la moindre erreur de fabrication peut s'avérer fatale sur le front. Cette relance passe par un recrutement massif de personnel qualifié, par le développement de nouvelles chaînes de production mais aussi par le rapatriement de production de poudre sur le territoire national.

Concernant l'armement plus spécialisé, comme le canon CAESAR dont l'armée ukrainienne semble friande, les enjeux sont encore plus complexes du fait de la multitude de composants qu'il faut assembler. **Un effort a déjà été consenti puisque la production de Nexter est passée de 42 à 18 mois et, selon le ministère des armées, les stocks de l'armée de terre seraient reconstitués en 2024.** Mais est-ce suffisant pour relancer une industrie qui a du mal à se financer du fait de la frilosité bancaires à l'égard du secteur de la Défense¹² ?

Concernant les véhicules terrestres, nous devons constater que **ce sont les véhicules blindés légers français qui sont demandés**, que ce soit en Ukraine ou ailleurs dans le monde. Si nous devons repenser et relancer notre base industrielle de défense c'est sur ces derniers qu'il faudrait moins insister car, pour les matériels lourds, nous subissons notamment la concurrence des Léopard II allemands, char d'Europe le plus vendu au monde¹³.

CIBLER ENSUITE LES BESOINS NON COUVERTS PAR LES ALLIES DE L'UKRAINE

Cette guerre fait notamment la part belle aux nouvelles technologies même si on ne peut pour autant pas qualifier cette guerre de « guerre moderne ». A cet égard, les systèmes anti-missiles sont plébiscités, notamment pour détruire des drones armés. Il faut donc investir massivement en recherche et développement dans ce double domaine. Car l'importance des drones (tant aériens que navals) n'est plus à démontrer. Par exemple, les drones sous-marins ont besoin de l'Intelligence artificielle pour fonctionner et pour le moment la France n'est pas en

¹² Rapport du 17 février 2021 de la Commission de la Défense nationale et des forces armées

¹³ Environ 4000 exemplaires en service dans le monde comparativement aux 700 exemplaires du char Leclerc français



mesure de rivaliser avec ses concurrents sur ce point. Pourtant des entreprises comme Naval Group, Thalès, Dassault ou Nexter auraient tout à fait les moyens de devenir des champions dans ce domaine, sous réserve sans doute de créer un conglomérat dans ce domaine très en pointe avec un fort marché mondial potentiel. Dans le cadre de l'utilisation duale des technologies, ce savoir-faire pourrait aussi aider les industries civiles à percer davantage, par exemple dans l'aviation civile pour la construction d'avions écoresponsables de nouvelle génération.

Enfin, **le renseignement basé sur l'observation satellitaire joue un rôle important, comme la société Starlink qui fournit une connexion internet à l'armée ukrainienne.** Sur ce point la France et l'Europe sont en retard dans un contexte où nous avons déjà manqué la révolution des satellites de petite taille placés en orbite basse. Pourtant la France est encore très présente dans le consortium européen Ariane Espace et elle pourrait sans doute rivaliser davantage les Américains.

RENFORCER LES COOPERATIONS BILATERALES POUR INSERER DANS DES CHAINES DE VALEUR DE L'INDUSTRIE MILITAIRE FRANCAISE

Il est nécessaire d'agir de manière coordonnée avec l'Ukraine, avec nos partenaires et de bien cerner les besoins de Kiev. Le double objectif étant de ne pas produire en masse des produits inutiles à l'effort de guerre ou des systèmes qui ne seraient pas interopérables avec les armes utilisées en Ukraine. C'est sans doute aussi pour cela que Kiev limite ses demandes à la France qui est d'ailleurs consciente de ses faiblesses, comme de ses atouts dont un est la formation des soldats ukrainiens.

A cet égard, **il faut établir des accords bilatéraux avec d'autres pays, de préférence européens, pour limiter les risques.** Même si la coopération bilatérale avec l'Allemagne dans le cadre des programmes de l'avion de combat de futur



génération SCAF¹⁴ ou du char MGCS¹⁵ ne peut pas être qualifiée de franche réussite pour l'instant, il faut continuer dans ce sens et espérer de véritables synergies comme nous avons pu le voir avec MBDA ou Ariane Espace à l'époque.

Si, comme nous l'avons dit, il est important **d'évaluer les domaines dans lesquels les besoins ukrainiens sont les plus pressants en termes de défense avant de se lancer dans un redéploiement de notre appareil productif doublé d'une « priorisation des activités » pour notre industrie de défense** ; il ne faut surtout pas négliger les actions civiles-militaires à engager pendant et après la guerre, comme les besoins en termes d'infrastructures, que ce soit pour soutenir les offensives de l'armée ukrainienne ou pour réparer ce qui a été détruit.

La France doit être partie prenante des efforts de reconstruction et devenir un partenaire de l'Ukraine sur le long terme, notamment pour éviter que ce pays ne devienne un pré-carré conjoint germano-américain. Un partenariat privilégié et des facilités commerciales entre nos deux pays sont donc souhaitables, surtout que notre industrie pourrait répondre immédiatement à certains besoins de l'Ukraine et que nous pourrions y trouver de nouveaux débouchés pour monter en gamme et nous affirmer comme puissance industrielle moderne.

VOLET 2 : CREER LES CONDITIONS DU CADENCEMENT ET DE LA MONTEE EN CHARGE INDUSTRIELLE

Afin de parvenir concrètement à opérer une transformation de notre économie en économie de guerre, nous devons agir sur trois leviers : **le travail** pour faire correspondre la quantité de travail allouée à la montée en charge de la production industrielle (1), **les normes** pour lever tous les verrous à l'accroissement de la production industrielle (2) et **la fiscalité** pour accorder tous les moyens possibles à notre industrie militaire et parvenir à l'économie de guerre (3).

¹⁴ SCAF : Système de Combat Aérien du Futur

¹⁵ MGCS : Main Ground Combat System



LEVIER TRAVAIL

Pour commencer nous devons partir d'un constat sans appel, la base industrielle européenne est dans un état désastreux et qu'il est impossible de véritablement soutenir l'effort de guerre en Ukraine dans l'état actuel des choses. En ce qui concerne la France, le constat est peut-être un peu moins amer en ce sens où nous disposons d'une BITD bien constituée qui fait néanmoins face à deux écueils majeurs, **l'impossibilité de produire en masse, le manque de financements et la formation de la main d'oeuvre** Pour cela, il faut agir sur deux leviers : le temps de travail à court terme et l'attractivité des métiers de l'industrie militaire à plus long terme.

Créer une exemption de la limitation du temps de travail dans les secteurs clés :

En 1936, le Front Populaire avait limité le temps de travail à 40 heures dans tous les secteurs. Or, cela avait emporté comme conséquence de ralentir l'effort de réarmement. C'est pourquoi en 1938, Daladier porte la limite du temps de travail à 45 heures par semaine pour l'industrie aéronautique. Il serait judicieux de s'en inspirer pour soutenir notre passage vers l'économie de guerre.

Renforcer l'attractivité employeur de l'industrie militaire :

La France rencontre des difficultés à recruter des ingénieurs, des techniciens et des experts dans des domaines clés comme la cybersécurité, l'intelligence artificielle et la robotique. Cela amène à un ralentissement des projets d'innovation et une perte de compétitivité sur le marché international. Une grande partie de la main-d'œuvre actuelle de l'industrie de défense est proche de la retraite. Ce qui nous expose au risque de perte de savoir-faire critiques et une difficulté à transmettre les compétences aux nouvelles générations. L'image de l'industrie de défense peut dissuader certains candidats, notamment les jeunes générations ce qui mène à des difficultés à attirer les talents nécessaires à la modernisation du secteur.



L'industrie de défense française, malgré ses ambitions et son savoir-faire, souffre d'une incapacité à produire en masse ses équipements militaires. Cette situation, aux lourdes conséquences, se manifeste par :

1. Délais de livraison longs et incertains :

Nous pouvons prendre l'exemple du programme frégate FREMM a connu des retards importants, la livraison de la première frégate ayant été retardée de 5 ans. Cela amène à une diminution de la réactivité et de la disponibilité des forces armées, impact sur la planification et la budgétisation.

2. Coûts de production élevés :

Pour illustrer cela, **nous pouvons prendre l'exemple du coût du programme Rafale qui est estimé à 4,5 milliards d'euros par avion**, bien plus élevé que ses concurrents étrangers. Les conséquences directes de cela sont la réduction du nombre d'unités pouvant être achetées, la limitation des capacités d'exportation et la difficulté de développer de nouvelles armes ou véhicules en phase avec le marché (par exemple, nous sommes conscient que la France ne pourra pas développer à la fois le Rafale de nouvelle génération et le SCAF avec Airbus, elle devra faire des choix et ne dispose pas des mêmes capacités d'investissement que les Américains).

3. Manque de flexibilité et d'adaptabilité :

L'industrie française de la défense **a du mal à répondre à des demandes urgentes en cas de crise, comme l'illustre la difficulté à fournir des munitions à l'Ukraine**. Cela a pour conséquence la diminution de l'efficacité des forces armées et la perte de crédibilité sur la scène internationale.

4. Attirer des cerveaux :

La base française ne permet pas d'exporter en masse et nécessite plus d'investissements pour lui permettre d'innover d'avantage, d'attirer les cerveaux, être en phase avec les nouvelles tendances mais surtout répondre aux



nouveaux besoins, dont celui pressant de l'Ukraine. Elle est en pleine mutation mais doit faire face à de nombreux défis. La coopération européenne doit donc être renforcée pour se servir des forces déjà existantes et obtenir des effets de synergie.

En Ukraine, l'avenir est très incertain et le secteur a grandement souffert de la guerre, qui est très dépendant de l'étranger et de ses technologies et qui ne bénéficie pas de partenariats importants qui pourraient l'aider à grandir. Avant la guerre, ce secteur était en pleine croissance mais fournissait surtout des munitions et armes légères et des véhicules simples. Mais la Guerre a ravagé le secteur et les munitions manquent, d'où le recours aux Occidentaux.

V. Zelensky compte réinvestir dans ce secteur en incitant les entreprises ukrainiennes à produire elles-mêmes avec plus de succès. Ainsi les différents drones navals utilisés en Ukraine sont de fabrication locale comme le Magura, et ils ont aidé à la montée en puissance de l'Ukraine en mer noire alors que sa marine est dévastée. Cette base industrielle a permis de résister aux assauts russes jusqu'à maintenant mais elle atteint ses limites à l'heure actuelle car l'écart technologique avec la Russie est gigantesque.

ACTIVER TOUS LES LEVIERS FISCAUX ET FINANCIERS

Le **sous-investissement français dans la défense** en quelques chiffres :

- Le budget de la défense française est en constante diminution depuis 2010, atteignant 1,78% du PIB en 2023. Il devrait atteindre finalement les 2% du PIB en 2024, ce qui est trop tardif, mais les Allemands se sont également engagés à en faire de même ce qui constitue un investiddement plus grand (45 milliards pour nous, contre près du double pour l'Allemagne). À ce rythme, nous restons d'être dépassés et perdre notre statut de première puissance militaire et diplomatique en Europe ; en définitive nous devrions payer le dur prix de nombreuses années de sous-investissement et perdre notre avance. La conséquence directe du sous-investissement est la diminution des capacités de production et d'innovation et l'obsolescence des équipements.



- La complexité des procédures administratives explique le manque d'attrait et d'investissement. La mise en place d'un nouveau programme d'armement peut prendre plusieurs années en raison des multiples autorisations nécessaires. Cette complexité administrative abouti au ralentissement du processus de production, augmentation des coûts.
- Le Manque de main-d'œuvre qualifiée est un autre facteur du sous-investissement. L'industrie de la défense française a besoin de recruter environ 10 000 personnes par an pour combler les départs à la retraite, mais ce n'est pas le cas alors que les salaires et installations ne suivent pas, poussant les meilleurs à s'expatrier. Cela abouti à des difficultés à augmenter la cadence de production, perte de compétences critiques.

Le manque de financement est un autre obstacle majeur pour l'industrie de défense française :

1. Budget de la défense en baisse :

Le **budget de la défense française est passé de 2,03% du PIB en 2010 à 1,78% en 2023** et même si un retour à 2% est prévu, le mal a déjà été fait. Cela a mené à une diminution des capacités d'investissement, au report de programmes d'armement et à la réduction des stocks de munitions.

2. Incapacité à financer l'innovation :

Le développement de nouvelles technologies, comme les drones ou la cyberdéfense, nécessite des investissements importants que la France ne peut actuellement pas assumer. Pour ces raisons nous sommes passés à côté de la révolution des drones (les exemples du NeuRon ou de l'Eurodrone sont caractéristiques). Cela s'accompagne d'un risque de retard technologique par rapport aux autres pays et à la perte de compétitivité sur le marché international

3. Dépendance vis-à-vis des exportations :



La France est le 4ème exportateur d'armes au monde, mais la dépendance aux exportations fragilise l'industrie et la soumet à des pressions politiques et économiques. Cela se matérialise par des difficultés à garantir l'autonomie stratégique de la France et par le risque de voir des technologies sensibles tomber entre de mauvaises mains.

Conséquences du manque de financement :

- Obsolescence des équipements :

Une grande partie des équipements des forces armées françaises est vieillissante, ce qui affecte leur efficacité et leur fiabilité. Comment ne serait-ce que penser à envoyer des Mirage 2000D à l'Ukraine quand nos différentes forces armées ne disposent pas de suffisamment d'avions par exemple. La conséquence logique de cela est la diminution de la capacité de projection de puissance de la France, risque pour la sécurité des soldats.

- Réduction des capacités de recherche et développement :

La France investit moins que ses concurrents dans la recherche et développement de nouvelles technologies militaires. Ce qui mène à un risque de retard technologique par rapport aux autres pays, perte de leadership dans certains domaines. Nous ne pouvons pas assez parler du rattrapage par l'Allemagne auquel nous nous sommes exposés par des années de sous-investissement et qui pourrait se montrer fatal via des pertes de parts de marché dans une industrie très rentable...

- Affaiblissement de la base industrielle et technologique de défense (BITD):

La France a perdu de nombreuses compétences critiques dans le domaine de la défense ces dernières années. Cela a amené une diminution de l'autonomie stratégique de la France et une dépendance accrue vis-à-vis des autres pays. Par exemple nous ne sommes plus en mesure de mener à bien de grands projets et nous cherchons à nous lier avec certains pays, notamment l'Allemagne, mais cela amène à davantage de retards et complications. On peut parler du SCAF ou de



l'EURODRONE. Cela s'accélère faute de vision stratégique de nos dirigeants, qui ont par exemple laissés partir Arquus chez les Belges¹⁶ alors qu'il aurait fallu se battre pour garder ce fleuron qui aurait pu faire des merveilles au sein de Nexter...

Ainsi, malgré un potentiel évident et une volonté forte, **la base industrielle de défense ukrainienne est en retard et aura besoin du soutien occidental pour se développer et monter en gamme**, comme dans les technologies de pointe. C'est précisément pour cela que l'action de la France semble nécessaire pour préparer l'avenir avec des partenariats forts, comme en créant des entreprises communes (*Joint Ventures*), tel que nous avons pu le faire dans le cadre de MBDA¹⁷ avec les britanniques, italiens, allemands, espagnols et américains.

En travaillant et investissant d'avantage, **la coopération entre la France et l'Ukraine sera facilitée et nous aurons des arguments à faire valoir face à nos concurrents**. Les deux pays ont des intérêts communs en matière de défense et de sécurité et un partenariat stratégique dans ce secteur permettrait de renforcer la coopération européenne, aider à la sécurité de l'Europe, développer de nouvelles technologies et stimuler les créations d'emploi ou la croissance. Cela se ferait grâce à des partenariats industriels, des échanges de technologies et de compétences ou par une formation conjointe. Ce serait une opportunité pour les deux pays mais aussi pour l'Europe qui renforcerait sa base industrielle de défense pour plus de sécurité et de souveraineté. Une industrie de défense en France, en Ukraine et en Europe plus forte et plus résiliente, voilà ce qu'il y a à gagner.

Dans le cadre de cette entraide, **la formation sur le terrain est préférable à la formation à distance, mais pour le moment c'est impossible**. Le principal avantage de la formation à distance est la flexibilité, mais dans le cadre de l'industrie, son intérêt reste limité. C'est le mieux que nous puissions faire actuellement étant donné que les conditions ne sont pas réunies pour envoyer nos

¹⁶ <https://trends.levif.be/entreprises/john-cockerill-rachete-arquus/#:~:text=Le%20groupe%20John%20Cockerill%20est,renonce%20%C3%A0%20vendre%20sa%20filiale.>

¹⁷ La constitution de MBDA en 2001 résulte d'une volonté de créer un missile européen



formateurs sur place. Il faut noter que d'éventuels problèmes d'engagement ajoutés à la barrière de la langue rendent les choses complexes. Si la formation à distance des Ukrainiens est utile pour transmettre les bases théoriques, ou pour une formation continue, le système pêche par la mise en pratique de la théorie. Pour le moment nous ne pouvons donc que privilégier le distanciel mais il faudra rapidement privilégier le présentiel et le travail conjoint pour construire des partenariats viables. Ce ne sera vraiment possible qu'après la guerre.

Pour ce qui est de la formation de la main d'œuvre française, **il est nécessaire d'axer la formation initiale sur les langues étrangères** car il faut penser à la transmission du savoir et à la stratégie de vente dès la genèse du projet. Mais le besoin de se faire comprendre par nos partenaires ukrainiens n'est pas l'unique point d'effort. Il faut former une main d'œuvre qualifiée et formée aux techniques d'exportation. Une bonne maîtrise de l'anglais est donc nécessaire car importante pour assurer l'exportation et la coopération au niveau européen.

Nous pouvons aussi imaginer des programmes d'échange et des partenariats privilégiés, comme dans le cadre du programme Erasmus qui permettrait d'échanger sur les meilleures pratiques et tendances actuelles dans le domaine industriel. Agir de la sorte permettrait de construire des partenariats solides, d'améliorer la coopération européenne (donc trouver des nouveaux marchés) et de préparer notre main d'œuvre aux industries de demain et à l'exportation. **La France ne pourra s'affirmer comme une des leaders de l'industrie de défense mondiale que si la coopération européenne fonctionne.**

Il faut enfin mettre l'accent sur l'adaptabilité de notre main d'œuvre qui doit se faire remarquer par sa polyvalence et être capable de s'adapter aux dernières tendances de l'industrie. En plus de ces polyvalence et adaptabilité, elle doit se former de manière continue pour se porter elle-même vers les nouvelles technologies et les innovations. Car une main d'œuvre autonome qui agit sans besoin de se faire pousser dans une direction est une main d'œuvre efficace capable d'innovation continue, source de progrès.



Ces changements vont de pair avec une mutation en plus haut lieu car sans un changement de paradigme et une mutation politique, il semble impossible que nous puissions avancer.



CONCLUSION

Opérer un réarmement militaire permettrait à la France de devenir leader en Europe. En premier lieu, nos atouts sont considérables : notre Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD) est déjà dominante à l'international, la France étant le deuxième pays exportateur d'armes en 2023. La solidité et la réputation de notre BITD nous offrent une position stratégique dans le secteur de la défense mondiale. Un réarmement substantiel permettrait également à la France de prendre le leadership politique de l'Europe. En renforçant notre position militaire, nous pourrions orienter les décisions politiques européennes à notre convenance, favorisant ainsi nos intérêts nationaux et ceux de nos alliés.

De plus, l'investissement dans la défense a un effet multiplicateur économique significatif. Chaque milliard d'euros investi dans la BITD génère deux milliards d'activité économique (PIB) supplémentaire au bout de 10 ans. Cet effet multiplicateur souligne l'importance de l'investissement dans la défense, non seulement pour la sécurité nationale, mais aussi pour la croissance économique à long terme.

Par ailleurs, une collaboration utile sur le plan économique avec l'Ukraine présente plusieurs avantages. D'abord, en adoptant un modèle similaire au plan Marshall, la France pourrait offrir un soutien financier à crédit à l'Ukraine, ce qui aiderait à stabiliser le pays tout en assurant une relation de partenariat à long terme. Ensuite, en soutenant l'Ukraine maintenant, nous assurerions sa fidélité en tant que client dans le futur. L'Ukraine, investissant massivement pour éviter un nouveau « 24 février 2024 », serait susceptible de continuer à acheter du matériel militaire français sur le long terme. Enfin, en jouant un rôle clé dans le soutien militaire et financier à l'Ukraine, la France pourrait obtenir des partenariats stratégiques liés à la reconstruction du pays, ouvrant ainsi des opportunités économiques considérables pour nos entreprises dans divers secteurs, allant de l'infrastructure à l'énergie. Cela permettra de faire renaître l'idéal français marqué par la puissance et la grandeur.



Par **Denis BOUVIER**, expert des questions de défense,
Pierre CLAIRE, directeur adjoint des études du Millénaire

Sous la direction de **William THAY**, président du Millénaire

Contribution : **Matthieu HOCQUE**, directeur adjoint des études du Millénaire

Crédit photo : [Aviation](#), Antanasc, sous licence CC BY-NC 4.0 DEED, Attribution-NonCommercial 4.0 International





Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire générale : Marion PARISET

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clement PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Matthieu HOCQUE

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



Mentions légales : L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.